



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 décembre 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, December 15th, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Allan Singer Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-six octobre 1951, constituant en corporation Wyndham Alfred Strover, avocat, Kenneth Charles Mackay, avocat, tous deux de la cité de Montréal et Joseph Henry Porteous, avocat, de la ville de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de livres, papeterie, accessoires et fournitures scolaires, articles de sport et marchandises de fantaisie et agir comme éditeurs, imprimeurs, lithographes et relieurs, sous le nom

Letters Patent

Allan Singer Limited

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of October, 1951, incorporating: Wyndham Alfred Strover, advocate, Kenneth Charles Mackay, advocate, of the City of Montreal, and Joseph Henry Porteous, advocate, of the City Town of Hampstead, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in books, stationery, school supplies and equipment, sporting goods and fancy books, and to act as publishers, printers, lithographers and bookbinders, under the name of "Allan Singer

de "Allan Singer Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune. Le siège social de la compagnie sera à 1030 rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1951

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Barraute Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du deux novembre 1951, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, June Kirlin, sténographe, tous deux de la cité de Montréal et Joyce Hogg, sténographe, de Maisonneuve, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer des opérations forestières et faire le commerce de bois de construction, sous le nom de "Barraute Lumber Co Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Berger de Paris Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1951, constituant en corporation: Edmond-Jacques Courtois, Edward Herrick Knatchbull-Huggessen, avocats, de Montréal, et Ross Trenholme Clarkson, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'objet, article ou marchandise en cuir, sous le nom de "Berger de Paris Ltée", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1544, rue Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Canada Door Installers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du deux octobre 1951, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méreineau et Rita Dufresne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, meubles et articles en bois, sous le nom de "Canada Door Installers Ltd.", avec un capital de \$15,000 divisé en 150 actions communes de \$10 chacune et en 135 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 1030 Bleury Street, Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of October, 1951.

L. DÉSILETS
Deputy Attorney General.

Barraute Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1951, incorporating: Harry Blank, advocate, June Kirlin, stenographer, both of the city of Montreal, and Joyce Hogg, stenographer, of Maisonneuve, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lumbering and the lumber trade, under the name of "Barraute Lumber Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Berger de Paris Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1951, incorporating: Edmond Jacques Courtois, Edward Herrick Knatchbull-Huggessen, advocates, of Montréal, and Ross Trenholme Clarkson, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise made of leather, under the name of "Berger de Paris Ltée", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1544 Crescent street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canada Door Installers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of October, 1951, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méreineau and Rita Dufresne, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in building materials, furniture and wooden articles, under the name of "Canada Door Installers Ltd.", with a capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of \$10 each, and 135 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le deux octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Charlotte Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux novembre 1951, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, Hyman Eric Feigelson, avocats et James Topping, surintendant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce d'une certaine propriété, sous le nom de "Charlotte Limited", avec un capital de \$99,000 divisé en 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Club de Hockey Lachine Rapides

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1951, constituant en corporation sans capital-actions, Jacques Viau, avocat, Jean Barbarie, et Marcel Champagne, commis de bureau, tous trois de Lachine, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les exercices de sport, sous le nom de "Club de Hockey Lachine Rapides".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Desroches & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1951, constituant en corporation: Donat Desroches, entrepreneurs-plombier, Jean-Paul G. Grenier, entrepreneur, et Robert Grenier, notaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le métier d'entrepreneur-plombier, d'entrepreneur-électricien, sous le nom de "Desroches & Frère Inc.", avec un capital de \$45,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$25 chacune, et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Charlotte Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1951, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, Hyman Eric Feigelson, advocates, and James Topping, superintendent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain property, under the name of "Charlotte Limited", with a capital stock of \$99,000 divided into 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each, and 900 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31627-o Deputy Attorney General.

Club de Hockey Lachine Rapides

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Viau, advocate, Jean Barbarie, and Marcel Champagne, office clerks, all three of Lachine, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the exercise of sports, under the name of "Club de Hockey Lachine Rapides".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Desroches & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1951, incorporating: Donat Desroches, plumbing contractor, Jean-Paul G. Grenier, contractor, and Robert Grenier, notary all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade of plumbing contractor and electrical contractor, under the name of "Desroches & Frère Inc.", with a capital stock of \$45,000 divided into 400 common shares of \$25 each, and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Editions J. Dupuis, Fils & Cie Inc.

Editions J. Dupuis, Fils & Cie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1951, constituant en corporation: Armand-H. Viau, Jacques-H. Viau, comptables, de Verdun, et Laurel Mauffette, comptable, de Lakeside, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeur, libraire, éditeur, sous le nom de "Editions J. Dupuis, Fils & Cie Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1951, incorporating: Armand H. Viau, Jacques H. Viau, accountants, of Verdun, and Laurel Mauffette, accountant, of Lakeside all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printer stationer, editor, under the name of "Editions J. Dupuis, Fils & Cie Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 400 common shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Fourrures Belmont Inc.

Fourrures Belmont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1951, constituant en corporation: Roland Bélanger, pelletier, de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, Philip Markus et Edward Markus, pelletiers, tous deux de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de fourrures, vêtements et marchandises sèches, sous le nom de "Fourrures Belmont Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1951, incorporating: Roland Bélanger, furrier, of Sherbrooke, Judicial District of St. Francis, Philip Markus and Edward Markus, furriers, both of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and dealer in furs, wearing apparel and dry goods, under the name of "Fourrures Belmont Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100. each and 100 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31627-o Deputy Attorney General.

Frank A. Patrick Limited

Frank A. Patrick Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1951, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, conseil en loi du Roi, Cyril E. Schwisberg, avocats, de la cité d'Outremont et Sonya Schneyer, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de travaux en bois et toutes sortes de produits fabriqués de cuir, caoutchouc, métal, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, sous le nom de "Frank A. Patrick Limited", avec un capital de \$60,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1951, incorporating: Samuel E. Schwisberg, King's Counsel, Cyril E. Schwisberg, advocates, of the City of Outremont, and Sonya Schneyer, secretary, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in woodwork and in all kinds of products made of leather, rubber, metal, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, under the name of "Frank A. Patrick Limited", with a capital stock of \$60,000 stock divided into 300 common shares of \$100. each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627-o Deputy Attorney General.

Garage National de St-Georges Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1951, constituant en corporation: Maurice Lessard, garagiste, Gérard Lessard, agent vendeur, et Emile Poirier, mécanicien, tous de Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et leurs accessoires et exploiter des garages, sous le nom de "Garage National de St-Georges Incorporée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31627-o

L. DÉSILETS.

Hôpital Voghel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six octobre 1951, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, c.r., Manuel Shacter, avocats et Anne Ross, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un hôpital général, sous le nom de "Hôpital Voghel Inc.", avec un capital de \$250,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31627

L. DÉSILETS.

J.-A. Angel & Son Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux novembre 1951, constituant en corporation: George Beverly Puddicombe, avocat et Conseil en Loi du Roi, William Randolph Noble, avocat, tous deux de la cité de Westmount, et John William Long, avocat et Conseil en Loi du Roi, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des produits de la mer, de la terre et de la forêt, marchandises sèches, ferronnerie, machineries, moteurs, instruments de toutes sortes, sous le nom de "J.-A. Angel & Son Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31627

L. DÉSILETS.

Jack Migneault Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Garage National de St-Georges Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1951, incorporating: Maurice Lessard, garage-keeper, Gérard Lessard, sales agent, and Emile Poirier, mechanic, all of Saint-Georges, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To deal in automobiles and the accessories thereof, and operate garages, under the name of "Garage National de St-Georges Incorporée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

31627

Deputy Attorney General.

Hôpital Voghel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1951, incorporating: Louis H. Rohrlück, K. C., Manuel Shacter, advocates, and Anne Ross, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a general hospital, under the name of "Hopital Voghel Inc.", with a capital stock of \$250,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100 each, and 2,400 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

31627-o

Deputy Attorney General.

J.-A. Angel & Son Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the second day of November, 1951, incorporating: George Beverly Puddicombe, advocate and King's Counsel, William Randolph Noble, advocate, both of the city of Westmount, and John William Long, advocate and king's Counsel, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products of sea, land and forest, dry goods, hardware, machineries, motors, implements of all kinds, under the name of "J.-A. Angel & Son Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

31627-o

Deputy Attorney General.

Jack Migneault Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche- lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1951, constituant en corpora- tion: Monique Couture, secrétaire, Lionel Lefeb- vre, comptable, et Cécile Lahaie, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs et leurs accessoires, et exploiter des garages, sous le nom de "Jack Mignault Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt- cinq octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Joliette Scrap Iron & Metal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La- Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1951, constituant en corporation: Edouard Péloquin, commerçant, Eugène Lussier, garagiste, et Dasylla Léger, comptable, tous de Joliette, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le négoce de l'acier et autres produits métalliques; de toutes sortes de matériaux, de rebuts et ferrailles utilisables, sous le nom de "Joliette Scrap Iron & Metal Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le vingt- quatre octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Kamet Tool & Die Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1951, constituant en corpo- ration: Samuel E. Schwisberg, Conseil en Loi du Roi, Cyril E. Schwisberg, avocat, tous deux d'Outremont, et Sonya Schneyer, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal.

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de machineries, appareils et outils d'usine, sous le nom de "Kamet Tool & Die Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont- réal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Laboratoire Bilophen Laboratory Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du

issued by the Lieutenant-Governor of the Provin- ce of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche- lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1951, incorporating: Monique Couture, secrétaire, Lionel Lefebvre, accountant, and Cé- cile Lahaie, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles, motors and the accesso- ries thereof, and operate garages, under the name of "Jack Mignault Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Mont- real, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Joliette Scrap Iron & Metal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La- Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date October twenty- fourth, 1951, incorporating Edouard Péloquin, tradesman, Eugène Lussier, garage-keeper, and Dasylla Léger, accountant, all of Joliette, ju- dicial district of Joliette, for the following pur- poses:

To deal in steel and other metal products; to deal in all kinds of materials, waste matter and usable scrap iron, under the name of "Joliette Scrap Iron & Metal Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Kamet Tool & Die Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1951, incorporating: Samuel E. Schwisberg, King's Counsel, Cyril E. Schwis- berg, advocate, both of Outremont, and Sonya Schneyer, secretary, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of plant machinery, apparatus, tools, under the name of "Kamet Tool & Die Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of \$100. each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627-o Deputy Attorney General.

Laboratoire Bilophen Laboratory Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Provin- ce of Quebec, bearing date the twenty-sixth day

vingt-six octobre 1951, constituant en corporation: Léopold Carle, médecin, Dame Marcelle Lefebvre, épouse dudit Léopold Carle, ménagère, et Raynald Lefebvre, employé civil, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et commerçants de produits pharmaceutiques, sous le nom de "Laboratoire Bilophen Laboratory Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

of October, 1951, incorporating: Léopold Carle, physician, Dame Marcelle Lefebvre, wife of the said Leopold Carle, housewife, and Raynald Lefebvre, civil employee, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To do business as manufacturers of and dealers in pharmaceutical products, under the name of "Laboratoire Bilophen Laboratory Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

La Filature de l'Isle-Verte, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lère, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1951, constituant en corporation: Léon Thériault, Lionel Thériault, Roger Thériault, industriels, Roland Thériault, gérant, Dame Eugénie Gamache Thériault, ménagère, épouse de Lionel Thériault, dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de l'Isle Verte, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie des matières textiles, sous le nom de "La Filature de l'Isle-Verte, Limitée", avec un capital de \$200,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Isle Verte, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

La Filature de l'Isle-Verte, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-lère, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of October, 1951, incorporating: Léon Thériault, Lionel Thériault, Roger Thériault, industrialists, Roland Thériault, manager, Dame Eugénie Gamache, Thériault, housewife, wife of Lionel Thériault, duly authorized by him for the purposes hereof, all of Isle-Verte, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in textile materials, under the name of "La Filature de l'Isle-Verte, Limitée", with a capital stock of \$200,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 1750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Isle-Verte, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

La Fonderie Paquette Foundry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lère, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1951, constituant en corporation: Joseph Hidola L'Abbé, surintendant, Jean L'Abbé, industriel, et Dame Carmel L'Abbé, garde-malade, épouse commune en biens de Jean L'Abbé, tous de Laprairie, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, forger, fondre, couler et faire le commerce de tous objets de fonte, d'acier, de cuivre, de bronze et autres métaux et alliages, sous le nom de "La Fonderie Paquette Foundry Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair ou nominale de 100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

La Fonderie Paquette Foundry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-lère, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1951, incorporating: Joseph Hidola L'Abbé, superintendent, Jean L'Abbé, industrialist, and Dame Carmel L'Abbé, nurse, wife common as to property of Jean L'Abbé all of Laprairie, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, forge, smelt, pour and deal in cast-iron, steel, copper, bronze and other metals and alloys, under the name of "La Fonderie Paquette Foundry Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of a par or nominal value of \$100 each and into 100 common shares of a par or nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Laquerre & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1951, constituant en corporation: Taschereau Fortier, Guy Roberge, avocats, Hermance Felteau et Françoise Laperrière, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme commerçant de bois, sous le nom de "Laquerre & Frère Ltée", avec un capital de \$60,000 divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-Alain, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31627-o

L. DÉSILETS.

Laquerre & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of October, 1951, incorporating: Taschereau Fortier, Guy Roberge, advocates, Hermance Felteau and Françoise Laperrière, secretaries, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To do business as wood merchants, under the name of "Laquerre & Frère Ltée", with a capital stock of \$60,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val-Alain, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1951.

L. DÉSILETS.

31627

Deputy Attorney General.

**Le Cercle des Femmes Journalistes
Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-six octobre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Laure Cornez Hurteau, épouse contractuellement séparée de biens de Adolphe Hurteau, avocat, et dûment autorisée par ce dernier, aux fins des présentes, Gilberte Roby et Germaine Bernier, toutes journalistes, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser les relations et l'amitié entre les personnes qui pratiquent la profession du journalisme, sous le nom de "Le Cercle des Femmes Journalistes Incorporé".

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur Général, le vingt-six octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31627-o

L. DÉSILETS.

**Le Cercle des Femmes Journalistes
Incorporé**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of October, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Laure Cornez Hurteau, wife separate as to property by marriage contract of Adolphe Hurteau, advocate, and duly authorized by the latter for the purposes hereof, Gilberte Roby and Germaine Bernier, all journalists, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote relations and friendship among those practising the profession of journalism, under the name of "Le Cercle des Femmes Journalistes Incorporé".

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,

31627

Deputy Attorney General.

Le Service Social de Nicolet

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux novembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Monsieur le Chanoine Georges Dubuc, prêtre, supérieur du Séminaire de Nicolet, Monsieur l'abbé Raoul Rhéault, prêtre, professeur au Séminaire de Nicolet, et M. l'abbé Raoul Lallier, prêtre, procureur de l'évêché de Nicolet, tous de Nicolet, district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Secourir les enfants naturels, les personnes indaptes, difficile, irrégulières et délaissées; et établir des organismes, centres et permanence appropriés, sous le nom de "Le Service Social de Nicolet".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le Service Social de Nicolet

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of November, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: The Rev. Canon Georges Dubuc, priest, superior of the Nicolet Seminary, the Rev. abbé Raoul Rhéault, priest, professor at the Nicolet Seminary, and the Rev. abbé Raoul Lallier, priest, procureur for the Bishop's Palace of Nicolet, all of Nicolet, judicial district of Nicolet, for the following purposes:

To give assistance to foundlings, and to underprivileged, difficult, erratic and forsaken people; and to establish appropriate organizations, centres and permanent homes, under the name of "Le Service Social de Nicolet".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

L'Hôtel National Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1951, constituant en corporation: L.-Philippe Gagnon, dentiste, Gaston Gagnon, gérant, Victor Cloutier, médecin, Lucien Cloutier, négociant, et Maurice Lessard, garagiste, tous de Saint-Georges, de Beauce, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, sous le nom de "L'Hôtel National Limitée", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Maple Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatre octobre 1951, constituant en corporation: Karl Morganstern, manufacturier, Joyce Hogg, réceptionniste et June Kirlin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de portefeuille, sous le nom de "Maple Holdings Ltd.", avec un capital de \$75,000 divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Matane Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1951, constituant en corporation: Georges Alexandre Lebel, notaire, Jean Lebel, comptable, et Eudora Forbes, sténographe, tous de la ville de Matane, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de contracteurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Matane Construction Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

The head office of the corporation will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

L'Hôtel National Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1951, incorporating: L. Philippe Gagnon, dentist, Gaston Gagnon, manager, Victor Cloutier, physician, Lucien Cloutier, merchant, and Maurice Lessard, garage-keeper, all of Saint-Georges de Beauce, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry on the hotel business, under the name of "L'Hôtel National Limitée", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of St-Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Maple Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of October, 1951, incorporating: Karl Morganstern, manufacturer, Joyce Hogg, receptionist, and June Kirlin, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and holdings company, under the name of "Maple Holdings Ltd.", with a capital stock of \$75,000 divided into 600 preferred shares having a par value of \$100 each, and 150 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627-o Deputy Attorney General.

Matane Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of October, 1951, incorporating: Georges Alexandre Lebel, notary, Jean Lebel: accountant, and Eudora Forbes, stenographer, all of the town of Matane, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Matane Construction Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Nérée Guérette & Fils Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941 des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1951, constituant en corporation: Jean-Marie Guérette, Nérée Guérette, marchands de Causapsal, district judiciaire de Rimouski, et Michel Motard, comptable, des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de marchandises sèches, vêtements, épicerie, quincaillerie, sous le nom de "Nérée Guérette & Fils Ltée", avec un capital de \$125,000 divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Causapsal, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Nérée Guérette & Fils Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-seventh day of October, 1951, incorporating: Jean-Marie Guérette, Nérée Guérette, merchants, of Causapsal, judicial district of Rimouski, and Michel Motard, accountant, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in dry goods, clothing, groceries, hardware, under the name of "Nérée Guérette & Fils Ltée", with a capital stock of \$125,000, divided into 500 preferred shares of \$100 each, and 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Causapsal, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Nicole Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1951, constituant en corporation: Laurent Nicole, comptable, Joseph Nicole, beurrier, et Dame Annette Langlois, Nicole, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Laurent Nicole, tous de Val Brillant, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme beurrier, laitier, fabricant de moulées, sous le nom de "Nicole Frères Inc.", avec un capital de \$90,000 divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val Brillant, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le trente octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Nicole Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1951, incorporating: Laurent Nicole, accountant, Joseph Nicole, butter-maker, and Dame Annette Langlois, Nicole, housekeeper and wife separate as to property of Laurent Nicole, all of Val Brillant, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To do business as butter-maker, dairyman, feed manufacturer, under the name of "Nicole Frères Inc.", with a capital stock of \$90,000 divided into 600 common shares of \$100 each, and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val Brillant, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Packers Equipment & Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six octobre 1951, constituant en corporation: Harold Conrad Walby, manufacturier, Anna Sofia Walby, ménagère, épouse séparée de biens de Harold Conrad Walby, et dûment autorisé par lui, Robert Brunlanes Walby, manufacturier et Eric Christian Walby, vendeur, tous de la cité de Westmount et John Cranston Stark, vendeur, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de machinerie et outillage employés dans l'emballage des produits alimentaires, accessoires pour boucher, quincaillerie et produits en fer et acier, sous le nom de "Packers Equipment & Service Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Packers Equipment & Service Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1951, incorporating: Harold Conrad Walby, manufacturer, Anne Sofia Walby, housewife, wife separate as to property of Harold Conrad Walby, and duly authorized by him, Robert Brunlanes Walby, manufacturer, and Eric Christian Walby, salesman, all of the City of Westmount, and John Cranston Stark, salesman, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in machinery and equipment used for the packing of food products, in butcher supplies, in hardware and iron and steel products under the name of "Packers Equipment & Service Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du Bureau du Procureur général, le
vingt-six octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Pel-Ba Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1951, constituant en corporation: Louis Baillargeon, Jules Baillargeon, notaires, et Jacques Lemieux, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie d'immeubles et le commerce des produits de la mer, de la terre et des forêts, sous le nom de "Pel-Ba Inc." avec un capital de \$75,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 38, Desjardins, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Pharmacie Antonio Vermette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1951, constituant en corporation: Antonio Vermette, J. Guillaume Charland, pharmacien chimistes, et J.-E. Morin, pharmacien chimiste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits chimiques, pharmaceutiques, instruments médicaux et chirurgicaux, sous le nom de "Pharmacie Antonio Vermette Ltée", avec un capital de \$25,000 divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Roslyn Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six octobre 1951, constituant en corporation: William Fraser Macklaier, avocat et Conseil en Loi du Roi, Edmond-Jacques Courtois, avocat, Ross Trenholme Clarkson, Edward Herrick Knatchbull-Hugessen, avocats, et Catherine Sterling Rutledge, secrétaire, veuve, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "Roslyn Holdings Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General
this twenty-sixth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627-o Deputy Attorney General.

Pel-Ba Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1951, incorporating: Louis Baillargeon, Jules Baillargeon, notaries, and Jacques Lemieux, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company and deal in the products of the sea, the soil and the forest, under the name of "Pel-Ba Inc.", with a capital stock of \$75,000 divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 38 Desjardins Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Pharmacie Antonio Vermette Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1951, incorporating: Antonio Vermette, J. Guillaume Charland, pharmacists and chemists, and J. E. Morin, pharmacist and chemist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of chemical and pharmaceutical products, and to deal in medical and surgical instruments, under the name of "Pharmacie Antonio Vermette, Ltée", with a capital stock of \$25,000 divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Roslyn Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1951, incorporating: William Fraser Macklaier, advocate and King's Counsel, Edmond-Jacques Courtois, advocate, Ross Trenholme Clarkson, Edward Herrick Knatchbull-Hugessen, advocates, and Catherine Stirling Rutledge, secretary, widow, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holdings company, under the name of "Roslyn Holdings Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Syndicat Industriel de St-Lin

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres-patentes, en date du vingt-cinq octobre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Rodolphe Delongchamp, Rodolphe Champagne, Dollard Joly, marchands, Olivier Moreau, garagiste, Edmond Chartier, Eloi Prud'Homme, bouchers, Ovide Charette, propriétaire de cinéma, Jean Villeneuve, gérant de banque, Réginald Brissette, hôtelier, et Alfred Dufresne, vendeur, tous de Saint-Lin, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Grouper des membres dans le but de les intéresser au bien être et au développement de la Ville de St-Lin des Laurentides et de ses environs, sous le nom de "Syndicat Industriel de St-Lin".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels de biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Lin-des-Laurentides, district judiciaire de Joliette

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Teinturerie Dorchester Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres-patentes, en date du vingt-cinq octobre 1951, constituant en corporation: Maurice Lagacé, avocat, Philip Nolan, teinturier, et Louise Morisset-Nolan, ménagère, épouse dudit Philip Nolan, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de teinturerie et nettoyeur, sous le nom de "Teinturerie Dorchester Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 120, rue Dorchester, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Trans-America Petroleum Ltd. (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes en date du vingt-neuf octobre 1951, constituant en corporation: John Bumbray, Conseil en Loi du Roi, de ville Mont-Royal, Gaston Massie, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, avocats et Thérèse Boissy, secrétaire, tous quatre de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627-o Deputy Attorney General.

Syndicat Industriel de St-Lin

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Rodolphe Delongchamp, Rodolphe Champagne, Dollard Joly, merchants, Olivier Moreau, garage-keeper, Edmond Chartier, Eloi Prud'Homme, butchers, Ovide Charette, proprietor of a moving picture theatre, Jean Villeneuve, bank manager, Réginald Brissette, hotel-keeper, and Alfred Dufresne, salesman, all of Saint-Lin, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To assemble the members for the purpose of interesting them in the welfare and development of the Town of St-Lin des Laurentides and its surroundings, under the name of "Syndicat Industriel de St-Lin".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Lin-des-Laurentides, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Teinturerie Dorchester Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1951, incorporating: Maurice Lagacé, advocate, Philip Nolan, dyer, and Louise Morisset-Nolan, housewife, wife of the said Philip Nolan, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dyer and cleaner, under the name of "Teinturerie Dorchester Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 120 Dorchester Street, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Trans-America Petroleum Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1951, incorporating: John Bumbray, King's Counsel, of the Town of Mount-Royal, Gaston Massie, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, advocates, and Thérèse Boissy, secretary, all four of the City of Montréal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Trans-America Petroleum Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Ulric Binette & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1951, constituant en corporation: Ulric Binette, manufacturier, Ernest Binette, comptable, et Dame Georgiana Boutin, épouse commune en biens dudit Ulric Binette, dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de menuisier, ébéniste, meublier et décorateur, sous le nom de "Ulric Binette & Fils, Inc.", avec un capital de \$125,000 divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Viandes de choix, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1951, constituant en corporation: Simon Lebœuf, commerçant, de Jonquière, Cléophas Girard, gérant d'Arvida, tous deux du district judiciaire de Chicoutimi, et Philippe Duchesnes, commerçant, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la viande et produits alimentaires, sous le nom de "Viandes de Choix, Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 800, rue Saint-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le deux novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Prospect and explore for mines and minerals

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Trans-America Petroleum Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627-o Deputy Attorney General.

Ulric Binette & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of October, 1951, incorporating: Ulric Binette, manufacturer, Ernest Binette, accountant, and Dame Georgiana Boutin, wife common as to property of said Ulric Binette, authorized by him, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of joiner, cabinet-maker, furniture maker and decorator, under the name of "Ulric Binette & Fils, Inc.", with a capital stock of \$125,000 divided into 1,000 preferred shares of \$100 each, and into 1,000 common shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Viandes de choix, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1951, incorporating: Simon Lebœuf, tradesman, of Jonquière, Cléophas Girard, manager, of Arvida, both of the judicial district of Chicoutimi, and Philippe Duchesnes, tradesman, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in meats and to deal in food products, under the name of "Viandes de Choix, Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 800 Saint-Dominique Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

West End Furniture Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1951, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, June Kirlin et Joyce Hogg, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de meubles et fournitures de maison, sous le nom de "West End Furniture Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

31627

West End Furniture Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1951, incorporating: Harry Blank, advocate, June Kirlin and Joyce Hogg, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealing with furniture and house furnishings, under the name of "West End Furniture Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares having a par value of \$100. each, and 200 common shares having a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

31627-o

Yvan Côté Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du huit novembre 1951, constituant en corporation: Yvan Côté, entrepreneur électricien, Gaétan-J. Côté, Louis-Georges Carignan, ingénieurs professionnels, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le métier d'électricien et entrepreneur-électricien, de manufacturiers et commerçants d'appareils ou accessoires électriques, sous le nom de "Yvan Côté Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 action d'une valeur au pair de \$40. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

31627-o

Yvan Côté Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1951, bearing date the eighth day of November, 1951, incorporating: Yvan Côté, electrical-contractor, Gaétan J. Côté, Louis-Georges Carignan, professional engineers, all of the city of Sherbrooke, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To carry on the trade of electrician and of electrical contractor, of manufacturer or dealer in electrical apparatus or accessories, under the name of "Yvan Côté Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 shares of a par value of \$40. each.

The head office of the Company shall be in Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

31627

Zena Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six octobre 1951, constituant en corporation: Munio Teicher, marchand, Abe Cohen, commis, et Sureka Wasserman, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de menus objets, joaillerie et vêtements, sous le nom de "Zena Trading Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

31627

Zena Trading Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1951, incorporating: Munio Teicher, merchant, Abe Cohen, clerk, and Sureka Wasserman, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and deal in and with small wares, jewellery and wearing apparel, under the name of "Zena Trading Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 360 preferred shares of a par value of \$100 each and 40 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

31627-o

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Ciment Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 novembre 1951, à la compagnie "Ciment Quebec Inc.", ratifiant son règlement X: a) réduisant son capital-actions par l'annulation de 700 actions privilégiées de \$50 chacune; b) subdivisant les 34,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 68,000 actions ordinaires sans valeur au pair; c) augmentant le capital-actions de la compagnie par la création de 2,000 actions ordinaires additionnelles sans valeur au pair, et de 20,000 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énumérés dans ledit règlement; d) fixant à \$650,000 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o L. DÉSILETS.

Ciment Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Ciment Quebec Inc.", ratifying its by-law No. X: a) decreasing its capital stock by the cancellation of 700 preferred shares of \$50 each; b) subdividing the 34,000 common shares having no par value into 68,000 common shares without par value; c) increasing the capital stock of the company by the creation of 2,000 additional common shares having no par value, and 20,000 additional preferred shares of \$100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law; d) fixing at \$650,000 the amount with which the company may continue its operations in the future.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Gaspesia Sulphite Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 novembre 1951, à la compagnie "Gaspesia Sulphite Company Ltd.", ratifiant son règlement spécial AA augmentant son capital autorisé de \$1,600,000 à \$6,000,000 par la création de 880,000 actions ordinaires additionnelles de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Gaspesia Sulphite Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Gaspesia Sulphite Company Ltd.", ratifying its special by-law AA increasing its authorized capital stock from \$1,600,000 to \$6,000,000 by the creation of 880,000 additional common shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31627-o Deputy Attorney General.

Gould Bros. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 23 novembre 1951, changeant le nom de la compagnie "Darling Investments, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 décembre 1949, en celui de "Gould Bros. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 23 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627 L. DÉSILETS.

Gould Bros. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Darling Investments, Limited", incorporated by letters patent dated December 13th, 1949, to that of "Gould Bros. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, the 23rd day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31627-o Deputy Attorney General.

Zenith Enterprises Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 novembre 1951, à la compagnie "Zenith Building Products Company Limited - La Compagnie Zenith des Produits de Construction Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 février 1948, changeant son nom en celui de "Zenith Enterprises Company Ltd."

Zenith Enterprises Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of November, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Zenith Building Products Company Limited - La Compagnie Zenith des Produits de Construction Limitée", incorporated by letters patent dated the 14th of February, 1948, changing its name to that of "Zenith Enterprises Company Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 22 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31627-o — L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31627 Deputy Attorney General.

Clubs — 4-H — Clubs, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 octobre 1949, à la corporation "Clubs 4-H du Québec", constituée sous l'empire de la troisième partie de ladite loi par lettres patentes du 28 avril 1944, changeant son nom en celui de "Clubs — 4-H — Clubs, Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 11 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31662-o — L. DÉSILETS.

Clubs — 4-H — Clubs, Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of October, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the corporation "Clubs 4-H du Québec", incorporated under Part III of the said Act, by letters patent dated the 28th of April, 1944, changing its name to that of "Clubs — 4-H — Clubs, Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31662 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

AVIS LÉGAL

Dame Elizabeth Erdely, ménagère, épouse commune en biens de Ste Kernusz, entrepreneur en construction, domicilié à 3875 avenue Henri Julien, en les cité et district de Montréal, a intenté contre son époux une demande en séparation de biens, suivant les dossiers de la Cour Supérieure, séant à Montréal, numéro 308637.

Montréal, 6 décembre 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
31628-o (Signé) PAUL MASSÉ.

Dame Jeannette Bouchard, épouse de A. Tremblay, entrepreneur, tous deux domiciliés à 4218 rue Ste-Émilie, en les cité et district de Montréal, a formé contre le défendeur, son mari, une demande en séparation de biens, devant la Cour supérieure du district de Montréal, sous le numéro 308047.

Montréal, ce 4 décembre 1951.

L'Avocat de la demanderesse,
31640-o L.-P. LARIVIERE.

Canada, Province de Québec, district de St-François, Cour Supérieure, N° 9576. Dame Marie-Rose Gagnon, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, épouse commune en biens de Maurice Longpré, journalier, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, vs Maurice Longpré, journalier, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 novembre 1951.

Sherbrooke, ce 5 décembre 1951.

L'Avocat de la demanderesse,
66, Wellington-Nord, Apt. 2,
Sherbrooke, P.Q. 31655-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 290503. De Marie Chora Georgiana Marcotte, ménagère, épouse commune en biens de Adélard Dancosse, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Adélard Dancosse, marchand de fruit, des cité et district de Montréal.

Actions for separation as to property

LEGAL NOTICE

Dame Elizabeth Erdely, housewife, wife common as to property of Steve Kernusz, building contractor, domiciled at 3875 Henri Julien Avenue, in the city and district of Montreal, has taken an action against her husband for separation as to property, pursuant to the records of the Superior Court, sitting at Montreal, number 308637.

Montreal, December 6, 1951.

(Signed) PAUL MASSÉ,
31628 Attorney for the plaintiff.

Dame Jeannette Bouchard, wife of A. Tremblay, contractor, both domiciled at 4218 Ste-Émilie Street, in the city and district of Montreal has taken, against the defendant, her husband, an action for separation as to property, in the Superior Court of the district of Montreal, under number 308047.

Montreal, December 4, 1951.

L. P. LARIVIERE,
31640 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of St. Francis, Superior Court, No. 9576. Dame Marie-Rose Gagnon, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, wife common as to property of Maurice Longpré, labourer, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, vs Maurice Longpré, labourer, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis.

An action in separation as to property has been entered in this case, on the 29th of November 1951.

Sherbrooke, December 5th, 1951.

FRANCOIS POULIN, advocate,
66 Wellington-North, Apt. 2,
Sherbrooke, P.Q. 31655-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 290503. De Marie Chora Georgiana Marcotte, housewife, wife common as to property of Adélard Dancosse, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs Adélard Dancosse, fruit merchant, of the city and district of Montreal, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée le 25 septembre 1950.

Montréal, 25 septembre 1950.

Le Procureur de la demanderesse,
31672 JOS. A. BUDYK.

An action in separation as to property has been instituted on the 25th of September 1950.

JOS. A. BUDYK,
31672-0 Attorney for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1377

Québec, le 6 décembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de garage dans les cités de Québec, Lévis et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans les cités de Québec, Lévis et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency, rendue obligatoire par le décret numéro 765 du 13 mai 1938, amendé par les arrêtés numéros 1746, 1747 et 2778 des 2 septembre et 23 décembre 1938, 361, 544, 801 et 802 des 25 février, 29 mars et 8 mai 1939, 2099, 3324, 4141 et 4199 des 27 mai 11 septembre, 27 et 28 novembre 1940, 899 du 15 avril 1942, 3747 du 17 décembre 1943, 3231 du 17 août 1945, 2299 du 12 juin 1946, 492-A du 21 mars 1947, 483-A et 867-G des 7 avril et 9 juin 1948, 976-A du 31 août 1949, 108-A du 25 janvier 1950 et 541-H du 30 mai 1951, ont présenté au Ministère du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 octobre 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 765, soit modifié comme suit:

Le dernier alinéa du paragraphe "1-i" de l'article IV (Établissements industriels — Zone I), est remplacé par le suivant:

"*Livreur*: Dans les établissements de juridiction industrielle et commerciale, le livreur désigne tout salarié qui, avec une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises; son salaire minimum est de \$0.65 l'heure."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
31674-0 Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1377

Québec, le 6 décembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1377

Quebec, December 6, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the garage employees in the cities of Quebec, Lévis and the counties of Quebec, Lévis and Montmorency.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the cities of Quebec, Lévis and the counties of Quebec, Lévis and Montmorency, rendered obligatory by the decree number 765 of May 13, 1938, as amended by Orders Nos. 1746, 1747 and 2778 of September 2 and December 23, 1938, 361, 544, 801 and 802 of February 25, March 29, and May 8, 1939, 2099, 3324, 4141 and 4199 of May 27, September 11, November 27 and 28, 1940, 899 of April 15, 1942, 3747 of December 17, 1943, 3231 of August 17, 1945, 2299 of June 12, 1946, 492-A of March 21, 1947, 483-A and 867-G of April 7 and June 9, 1948, 976-A of August 31, 1949, 108-A of January 25, 1950, and 541-H of May 30, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 27, 1951;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, number 765, be amended as follows:

The last paragraph of subsection "1-i" of section IV (Industrial Establishments — Zone I), is replaced by the following:

"*Delivery man*: In the establishments of the industrial and commercial jurisdiction, the delivery man shall be the employee who, with a motor vehicle of which he is in charge, does the delivery and transport of merchandise; his minimum wage rate shall be \$0.65 per hour."

(Document "A" annexed to the order)

A. MORISSET,
31674-0 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1377

Quebec, December 6, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "B"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de plombier et poseur d'appareils de chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the plumbing and steamfitting trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Témiscamingue.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 749 du 27 mai 1948, amendé par les arrêtés numéros 1039-D du 4 août 1948, 514-C et 883-D des 12 mai et 11 août 1949, 850-G du 19 juillet 1950 et 926-E du 22 août 1951, relatif aux métiers de plombier et poseur d'appareils de chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 octobre 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée; IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le comté de Labelle soit radié de la juridiction territoriale décrite au paragraphe "a" de l'article II dudit décret, numéro 749.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

31674-o

Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 749 of May 27, 1948, as amended by Orders Nos. 1039-D of August 4, 1948, 514-C and 883-D of May 12 and August 11, 1949, 850-G of July 19, 1950 and 926-E of August 22, 1951, relating to the plumbing and steamfitting trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Témiscamingue;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette* of October 27, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the county of Labelle be stricken off the territorial jurisdiction described in subsection "a" of section II of the said decree, number 749.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

31674-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1377

Québec, le 6 décembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton, juridiction de Québec, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 758 du 19 juillet 1951, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans les districts judiciaires de Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, Saint-François, Nicolet, Québec, Trois-Rivières, Roberval, Chicoutimi et Saguenay.

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 octobre 1951;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 758, soit modifié comme suit:

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article III:

1° A la fin de l'échelle des salaires minima apparaissent au paragraphe "a" (Salariées):

Taux
horaires

Travailleuse posant étiquettes à la main. \$0.51
Mécanicienne de machine à poser les étiquettes. 0.53

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1377

Quebec, December 6, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the paper box industry in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of the Paper Box industry, Quebec Jurisdiction, has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 758 of July 19, 1951, relating to the paper box industry in the judicial district of Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, St. Francis, Nicolet, Quebec, Three-Rivers, Roberval, Chicoutimi and Saguenay;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 27, 1951;

WHEREAS the objection set forth has been considered as required by the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 758, be amended as follows:

The following provisions are added to section III:

1. At the end of the minimum wage scale contained in subsection "a" (female employees):

Hourly
rates

Hand labeller. \$0.51
Labelling machine operator. 0.53

2° A la fin de l'échelle des salaires minima apparaissant au paragraphe "b" (Salarisés):

Mécanicien "creaser".....	\$0.90
Préposé à la mise en train Stoke & Smith.....	0.86
Mécanicien de machines non classifiées. . .	0.71
Préposé à la mise en train: Machine Indman.....	0.86
Préposé à la mise en train: Machine à cirer.....	0.71
Préposé à la mise en train: machine automatique cellophane.....	0.94
Fileur, machine automatique cellophane.....	0.73
Mécanicien de machine à transporter et à empiler motorisée.....	0.76
Préposé à l'emballage et ficelage.....	0.66
Electricien.....	0.90

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

31674-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1377

Québec, le 6 décembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 579 du 7 juin 1951, amendé par les arrêtés numéros 894-F, 1110-G, 1196-B et 1226-F des 14 août, 3, 25 et 31 octobre 1951, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 octobre 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 579, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "d" de l'article XVII est remplacé par le suivant:

"d) Cependant, il peut y avoir deux (2) apprentis par cinq (5) compagnons dans les métiers de briqueteur et de plâtrier."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

31674-o Greffier du Conseil Exécutif.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval (portion sise sur l'Île Jésus) et

2. At the end of the minimum wage scale contained in subsection "b" (male employees):

Creasing operator.....	\$0.90
Wrapper makeready man.....	0.86
Operator on machines not classified.	0.71
Indman machine makeready man.	0.86
Waxing machine makeready man.	0.71
Automatic cellophane machine makeready man.	0.94
Feeder, automatic cellophane machine....	0.73
Power stacker-lift truck operator.	0.76
Packer and tier.	0.66
Electrician.	0.90

(Document "C" annexed to the order)

A. MORISSET,

31674-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1377

Quebec, December 6, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "D"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Building Trades Joint Committee of Montreal has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 579 of June 7, 1951, as amended by Orders Nos. 894-F, 1110-G, 1196-B and 1228-F of August 14, October 3, 25 and 31, 1951, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, of October 27, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 579, be amended as follows:

Subsection "d" of section XVII is replaced by the following:

"d) However, the ratio of apprentices to journeymen in the bricklaying and plastering trades shall be two (2) to five (5)."

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

31674-o Clerk of the Executive Council.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval (portion sise sur l'Île Jé-

Terrebonne", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 décembre 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31629 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Maîtres-Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval (portion sise sur l'Île Jésus) et Terrebonne", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 décembre 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31630-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Jean-Baptiste (Drummond)", en date du 21 octobre 1951, dont le siège social est situé à Saint-Jean-Baptiste, comté de Drummond, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31631-o JEAN BRUCHÉSI.

MAROIS SHOE MANUFACTURING CORPORATION

Règlement spécial "B"

Il est, par le présent règlement spécial "B" de la compagnie, ordonné et décrété comme suit:

- 1° Le nombre des directeurs de la compagnie est réduit de cinq à trois;
- 2° Le quorum des directeurs est réduit à la majorité;
- 3° Les règlements généraux de la compagnie sont amendés en conséquence.

Copie conforme.

[Sceau]

31632-o Le Secrétaire,
L. J. B. LÉPINE.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de St-René Goupil de Marsboro", en date du 14 septembre 1951, dont le siège social est situé à Marsboro, comté de Frontenac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31634-o JEAN BRUCHÉSI.

Terrebonne", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 5, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Eustache, county of Two-Mountains.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Maîtres Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval (portion sise sur l'Île Jésus) et Terrebonne", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 5, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Eustache, County of Two-Mountains.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Jean-Baptiste (Drummond)" under date the 21st day of October, 1951, whereof the head office is at Saint-Jean Baptiste, county of Drummond, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

MAROIS SHOE MANUFACTURING CORPORATION

Special By-law "B"

It is by the present special by-law "B" of the company, ordered and enacted as follows:

1. The number of directors of the company is decreased from five to three;
2. The quorum of directors is decreased to the majority;
3. The general by-laws of the company are amended accordingly.

True copy.

[Seal]

31632 L. J. B. LÉPINE,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de St-René Goupil de Marsboro", under date the fourteenth day of September, 1951, whereof the head office is at Marsboro, county of Frontenac, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

RIoux & PETTIGREW, LIMITÉE

Règlement N° 1-A

(Réduisant le nombre des directeurs de huit à cinq)

Qu'il soit et il est par les présentes décrété par les directeurs de la compagnie comme règlement no 1-A, ce qui suit:

1° Que le règlement no 1 de la compagnie soit modifié en remplaçant le paragraphe 1 d'icelui par le suivant:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq membres."

2° Tous autres règlements ou résolutions de la compagnie incompatible avec les présentes sont amendés et modifiés de façon à donner effet au présent règlement.

Passé et décrété par le bureau de direction, ce 27ième jour de novembre 1951.

Le Président,
LUCIEN PETTIGREW
Le Secrétaire,
F. DURAND.

31633-o

RIoux & PETTIGREW, LIMITÉE

By-law No. 1-A

(Decreasing the number of Directors from eight to five)

Be it and it is hereby enacted by the directors of the company as By-law No. 1-A, as follows:

1. That By-law No. 1 of the company be amended by replacing the paragraph thereof by the following:

"The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of five members."

2. All other by-laws or resolutions of the company incompatible with these presents are amended and modified to give effect to the present By-law.

Passed and enacted by the Board of Directors this 27th day of November, 1951.

LUCIEN PETTIGREW,
President.
F. DURAND,
Secretary.

31633

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat des Producteurs de Lait de Dupuy", en date du 27 novembre 1951, dont le siège social est situé à Dupuy, comté d'Abitibi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31635-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat des Producteurs de Lait de Dupuy", under date the twenty-seventh day of November, 1951, whereof the head office is at Dupuy, county of Abitibi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31635

Avis est par les présentes donné que M. Bernard Gingras, de Montréal, province de Québec, est membre de l'Association Professionnelle des Chimistes.

Montréal, 7 décembre 1951.

Le Secrétaire-Registraire,
31641- ARTHUR F. WATSON.

Notice is hereby given that Mr. Bernard Gingras, of Montreal, Province of Quebec, is a member of the Association of Professional Chemists.

Montreal, December 7th, 1951.

ARTHUR F. WATSON,
Secretary-Registrar.

31641-o

Avis est par les présentes donné que M. Moe Goldner, de Montréal, province de Québec, est membre de l'Association Professionnelle des Chimistes.

Montréal, 7 décembre 1951.

Le Secrétaire-Registraire,
31641-o ARTHUR F. WATSON.

Notice is hereby given that Mr. Moe Goldner, of Montreal, Province of Quebec, is a member of the Association of Professional Chemists.

Montreal, December 7th, 1951.

ARTHUR F. WATSON,
Secretary-Registrar.

31641-o

Avis est par les présentes donné que M. Louis Trochu, de Montréal, province de Québec, est membre de l'Association Professionnelle des Chimistes.

Montréal, 7 décembre 1951.

Le Secrétaire-Registraire,
31641-o ARTHUR F. WATSON.

Notice is hereby given that Mr. Louis Trochu, of Montreal, Province of Quebec, is a member of the Association of Professional Chemists.

Montreal, December 7th, 1951.

ARTHUR F. WATSON,
Secretary-Registrar.

31641-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Employés de Buanderies et Nettoyeurs pour le district de Montréal - The Laundry Workers and Cleaners' Syndicate for the dis-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Employés de Buanderies et Nettoyeurs pour le district de Montréal - The Laundry Workers and Cleaners' Syndicate for

trict of Montreal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 décembre 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31644-o JEAN BRUCHÉSI.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 4 décembre 1951.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 6 Loi pour favoriser l'électrification rurale.
- 7 Loi concernant l'Office du crédit agricole du Québec.
- 9 Loi modifiant la Loi pour assurer à la population des Îles-de-la-Madeleine un bon service de transport maritime.
- 11 Loi concernant la refonte des lois de la province.
- 12 Loi relative aux maladies mentales.
- 13 Loi concernant le Collège de Lévis.
- 14 Loi concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski.
- 15 Loi modifiant la Loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.
- 16 Loi modifiant la Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw.
- 17 Loi modifiant la Loi de la Législature.
- 18 Loi modifiant la Loi des prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company.
- 19 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.
- 20 Loi concernant le délai d'assermentation des recorders et de certains officiers de la Cour de recorder.
- 22 Loi abrogeant la Loi concernant le renouvellement des titres de certains droits de mine et concessions minières.
- 23 Loi modifiant la Loi du département du procureur général.
- 24 Loi modifiant la Loi des commissions d'enquête.

the district of Montreal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 7, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
31644 Under Secretary of the Province.

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 4th of December, 1951.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 6 An Act to promote rural electrification.
- 7 An Act respecting the Quebec Farm Credit Bureau.
- 9 An Act to amend the Act to ensure a proper maritime transportation service for the population of the Magdalen Islands.
- 11 An Act respecting the consolidation of the laws of the Province.
- 12 An Act respecting mental diseases.
- 13 An Act respecting the College of Levis.
- 14 An Act respecting the assistance to the fire victims of Rimouski.
- 15 An Act to amend the Act to provide for a rational exploitation of certain forest lands.
- 16 An Act to amend the Act respecting the leasing of part of the water-powers of the Shipshaw river.
- 17 An Act to amend the Legislature Act.
- 18 An Act to amend the Hydro-Quebec and the Beauharnois Light, Heat and Power Company Hypothecary Loans Act.
- 19 An Act to amend the Courts of Justice Act.
- 20 An Act respecting the delay for the swearing in of recorders and of certain officers of the Recorder's Court.
- 22 An Act to repeal the Act respecting the renewal of the titles of certain mining rights and mining concessions.
- 23 An Act to amend the Attorney-General's Department Act.
- 24 An Act to amend the Public Inquiry Commission Act.

25 Loi pour faciliter le succès de la souscription en faveur de l'hôpital Sainte-Justine.

26 Loi concernant le droit d'expropriation par certains hôpitaux.

27 Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec.

30 Loi modifiant la Loi concernant la régie des loyers.

32 Loi concernant la corporation scolaire de la ville de Laprairie.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

36 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1952, et pour d'autres fins.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

51645-o

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de présidents d'élection, les nominations suivantes:

25 An Act to facilitate the success of the subscription for l'Hôpital Ste. Justine.

26 An Act respecting the right of expropriation by certain hospitals.

27 An Act to amend the Quebec Public Health Act.

30 An Act to amend the Act respecting the regulation of rentals.

32 An Act respecting the school corporation of the town of Laprairie.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

36 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1952, and for other purposes.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their benevolence and assents to this bill."

31645-o

RETURNING-OFFICERS

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officers, the persons whose names follow:

District électoral Electoral District	Nom, prénoms Name, Christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Argenteuil	Beaudoin, Jacques (1) .	Notaire—Notary	Ville de Lachute (Town, P. Q.;
Montmorency	Rancourt, Joseph-Édouard (2)	Courtier assurances agréé— Chartered insurance broker	Château-Richer, P.Q.

(1) En remplacement de M. Edward M. Jones démissionnaire — In place of Mr. Edward M. Jones retired,
(2) En remplacement de M. Lauréat Cauchon, démissionnaire — In place of Mr. Lauréat Cauchon, retired

Le Président général des élections,
31646-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

FRANÇOIS DROUIN, K.C.,
31646-o Chief Returning-Officer.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 10 décembre 1951, les règlements de "La Commission Industrielle de Saint-Jérôme — The Industrial Commission of St. Jérôme", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31653-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws of "La Commission Industrielle de Saint-Jérôme — The Industrial Commission of St. Jérôme" were approved by the Honourable the Provincial Secretary on December 10, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, December 11, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31653 Under Secretary of the Province.

MARCHÉ D'ORLÉANS, INC.

MARCHÉ D'ORLÉANS, INC.

Extrait des minutes d'une assemblée spéciale des actionnaires du "Marché d'Orléans, Inc." tenue à Québec, le 26 novembre 1951.

Excerpt from the minutes of a special meeting of the shareholders of "Marché d'Orléans, Inc.", held at Quebec on November 26th, 1951.

"Attendu que les règlements de la compagnie prévoient que celle-ci sera administrée par quatre directeurs, il est proposé par M. Florian Gagnon, président, secondé par M. Robert Allen que le nombre des directeurs soit réduit de quatre à trois."

Vraie copie.

31654-o

Le Secrétaire,
ANDRÉ TURCOTTE.

Whereas the by-laws of the company provide that the company shall be managed by four directors, it is moved by Mr. Florian Gagnon, president, seconded by Mr. Robert Allen, that the number of directors be decreased from four to three.

True copy.

31654

ANDRÉ TURCOTTE,
Secretary.

Avis est donné qu'à une assemblée générale des membres de l'association connue sous le nom de "Club d'Initiative de St-Ferdinand", régulièrement convoquée et tenue selon les règlements de ladite association, à Bernierville, comté de Mégantic, le nom de cette dernière a été changé en celui de "La Chambre de Commerce Junior de St-Ferdinand", et ce, conformément aux dispositions du chapitre 304 des Statuts refondus de Québec, 1941.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31656-o

Notice is given that, at a general meeting of the members of the association known under the name of "Club d'Initiative de St-Ferdinand", duly called and held, according to the by-laws of the said association, at Bernierville, county of Mégantic, the name of the said association has been changed to that of "La Chambre de Commerce Junior de St-Ferdinand", and such, pursuant to the provisions of chapter 304 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Given at the office of the Provincial Secretary, December 7, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31656

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM
(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 28 novembre 1951, le changement de nom du "Syndicat de l'Industrie de la Boulangerie, Pâtisserie et Biscuiterie Inc., Québec", en celui de "Le Syndicat de l'Industrie de la Boulangerie Incorporé, Québec", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31657-o

NOTICE OF CHANGE OF NAME
(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, under date the 28th day of November, 1951, the change of name of "Syndicat de l'Industrie de la Boulangerie, Pâtisserie et Biscuiterie Inc., Québec", into that of "Le Syndicat de l'Industrie de la Boulangerie Incorporé, Québec", and such, pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31657

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 12 décembre 1951, le règlement numéro 9 du "Conseil Supérieur de la Coopération", tel qu'adopté à l'assemblée générale spéciale tenue le 11 décembre 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31666-o

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law No. 9 of the "Conseil Supérieur de la Coopération", as adopted at the special general meeting held on the 11th of December, 1951, was approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 12th day of December, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31666

AUSABLE MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Extrait du procès-verbal d'une assemblée générale et spéciale des actionnaires de "Ausable Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), tenue au bureau de la compagnie, au numéro 1434 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, le 21 novembre 1951:

"Sur proposition dûment secondée, il est résolu unanimement d'approuver et ratifier et l'assemblée approuve et ratifie par les présentes le règlement N° 4 de la compagnie, amendant l'article 21 des règlements généraux et augmentant le nombre des directeurs de 3 à 5."

Copie certifiée.

31676-o

Le Secrétaire,
ALFRED MOREAU.

AUSABLE MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Extract from the minutes of a special and general meeting of the shareholders of "Ausable Mines Limited" (No Personal Liability), held at the office of the company, number 1434 St. Catherine Street, West, Montreal, November 21, 1951:

"Upon motion duly seconded, it is unanimously resolved to approve and ratify and the meeting approves and ratifies By-law No. 4 of the company, amending Article 21 of the general By-laws and increasing the number of Directors from 3 to 5."

True copy.

31676

ALFRED MOREAU,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, en date du 11 décembre 1951, les règlements généraux de "The Lac Marois District Association Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 18 juillet 1951, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31667 JEAN BRUCHÉSI.

PAUL GUILBAULT INC.

Règlement N° 1-A

Qu'il soit et il est, par les présentes, ordonné et décrété par règlement comme suit, savoir:

Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois à dix.

Copie Conforme
(Scal) Le Secrétaire,
31677-0 L.-E. LANGIS GALIPEAULT.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, general by-laws of "The Lac Marois District Association Inc.", as adopted at the meeting held on July 18th, 1951, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on December 11, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31667-0 Under Secretary of the Province.

PAUL GUILBAULT INC.

By-Law No. 1-A

Be it ans it is hereby ordered and enacted by-law, as follows, to wit:

The number of Directors of the company is increased from three to ten.

True copy
(Seal) L. E. LANGIS GALIPEAULT,
31677 Secretary.

Chartes — Abandon de

AVIS DE DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Darwood Mining Company" constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 novembre 1950, demandera au Procureur général et au Ministre des Affaires Municipales et du Commerce et de l'Industrie de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Cité du Cap-de-la-Madeleine, ce 4 décembre, 1951.

Le Secrétaire,
31636-0 JEAN-LS MARCHAND.

AVIS

Avis est donné, conformément à la Loi des compagnies de Québec, que "Eastern Engraving Company Limited", une corporation incorporée en vertu des lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province, le 7 février 1938, demandera permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 30 novembre 1951.

Le Secrétaire,
31637-0 VALMORE J. HUDON.

CANADA BASKETS LIMITÉE
CANADA BASKETS LIMITED

AVIS

Conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec, "Canada Baskets Limitée - Canada Baskets Limited", donne par les présentes avis public qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte et de faire fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 29 novembre 1951.

Le Secrétaire,
31647-0 FERNAND E. LEBLANC, C.A.

Charters — Surrender of

NOTICE FOR SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that under part one of the Quebec Company's Act, the company "Darwood Mining Company", already incorporated by letters patent dated the 21st of November 1950, will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs and Trade and Commerce, of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

City of Cap-de-la-Madeleine, December 4th, 1951.

JEAN-LS MARCHAND,
31636-0 Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given, according to the Quebec Companies' Act, that "Eastern Engraving Company Limited", incorporated under the seal of the Lieutenant-Governor of this province on February 7th, 1938, will ask permission to surrender its charter.

Montreal, November 30th, 1951.

VALMORE J. HUDON,
31637-0 Secretary.

CANADA BASKETS LIMITÉE
CANADA BASKETS LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Canada Baskets Limitée - Canada Baskets Limited", hereby gives notice that it will make application for the acceptance of surrender of its charter and to fix a date upon and from which the company shall be dissolved.

Montreal, November 29th, 1951.

FERNAND E. LEBLANC, C.A.,
31647-0 Secretary.

Compagnie autorisée à faire
des affaires

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Continental Oil Company of Canada Limited" a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette province.

Le bureau principal de la corporation dans la Province est a/s messieurs Phillips, Bloomfield Vineberg & Goodman, 464 rue Saint-Jean Montréal, district judiciaire de Montréal.

L'agent principal de la compagnie dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Louis M. Bloomfield, C.R., à l'adresse donnée plus haut.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31662 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do
Business

Notice is hereby given that "Continental Oil Company of Canada Limited" has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The principal office of the Corporation in the Province is at C/o Messrs. Phillips, Bloomfield, Vineberg & Goodman, 464 St. John St., Montreal 1, in the judicial district of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it is Mr. Louis M. Bloomfield, K.C., of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31662-o Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné, que dame Margaret Donohue, épouse de Roger Biron, de Montréal, et le dit Roger Biron tant personnellement que pour autoriser son épouse, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Royal Trust Company à payer à dame Roger Biron, à même la part de Roger Biron, dans la succession de feu Edouard Biron, notaire, les montants nécessaires pour pourvoir à l'éducation et à l'instruction des enfants mineurs du dit Roger Biron.

Québec, le 21 novembre 1951.
Le Procureur des pétitionnaires,
31532-47-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que André Mayer, de Montréal, province de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de notaire.

Montréal, ce 20ème jour de novembre 1951.
Le Requérent,
31524-47-4-o ANDRÉ MAYER.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Chicoutimi s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session pour amender sa charte pour les fins de municipaliser l'électricité dans les limites de ladite cité, et obtenir tous les pouvoirs y compris celui d'expropriation nécessaire pour cet objet; et pour autre fins.

Chicoutimi, le 20 novembre 1951.
Le Procureur de la Requérente,
31557-48-4-o J.-C. GAGNÉ.

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Dame Margaret Donohue, wife of Roger Biron, of Montreal, and the said Roger Biron, personally as well as to authorize his wife, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to pray for the passing of a bill to authorize the Royal Trust Company to pay to Dame Roger Biron, out of the share of Roger Biron in the estate of the late Edouard Biron, notary, the sums necessary to provide for the education and instruction of the minor children of the said Roger Biron.

Quebec, November 21th, 1951.
VICTOR TRÉPANIÉ, K. C.,
31532-47-4-o Attorney for the petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that André Mayer, of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act authorizing the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit him to the practice of the profession of notary.

Montreal, this 20th day of November, 1951.
ANDRÉ MAYER,
31524-47-4-o Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session to amend its charter for the purpose of the municipalization of electricity within the limits of the said city and to obtain all powers including that of expropriation necessary for this purpose; and for other purposes.

Chicoutimi, November 20th, 1951.
J. C. GAGNÉ,
31557-48-4 Attorney for applicant.

AVIS PUBLIC

CITÉ DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Avis est, par les présentes donné, par la cité de Salaberry-de-Valleyfield qu'elle demandera à la Législature Provinciale, à sa présente session, pour obtenir des amendements à sa charte et autres fins accessoires:

1° Imposer des taxes pour la construction d'égouts dans la cité et en fixer le coût;

2° Imposer des taxes pour la construction de trottoirs et pavés dans les rues de la cité et en fixer le coût;

3° Emprunter annuellement par règlement qui ne requiert aucune autre formalité que l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec, une somme n'excédant pas \$75,000 pour travaux urgents et dépenses urgentes;

4° Faciliter le calcul des loyers aux fins de taxation;

5° Réglementer le stationnement, les compteurs de stationnement et les terrains de stationnement;

6° Réglementer les procédures concernant les contraventions aux règlements municipaux relativement à la circulation, compteurs de stationnement et à la sécurité publique;

7° Fixer, par résolution, les jours et les heures lorsque les bureaux de la corporation de la cité seront ouverts et accessibles au public;

8° Fixer les conditions en vertu desquelles le chef de police peut-être destitué;

9° Fixer une indemnité pour les frais de représentation, en partie, du maire et échevins de la cité;

10° Autoriser l'émission de permis aux propriétaires de taxis et autobus et réglementer tels permis;

11° Ordonner la fermeture de certains établissements commerciaux durant certaines heures

12° Réglementer, limiter ou interdire l'exploitation des restaurants, buffets et comptoirs, ambulants;

13° Et autres fins accessoires;

Salaberry-de-Valleyfield, le 14 novembre 1951.

Le Procureur de la pétitionnaire,

31558-48-4 ALBERT LEMIEUX, C.R.

PUBLIC NOTICE

CITY OF SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Notice is hereby given by the City of Salaberry-de-Valleyfield that it will apply to the Provincial Legislature, at its present session, for amendments to its charter, for the following and other accessory purposes:

1. To levy taxes for the construction of sewers in the City and to fix the costs of such;

2. To levy taxes for the construction of side walks and pavements in the streets of the City and to fix the cost of such;

3. To borrow annually by by-law which requires no other formality than the approval of the Minister of Municipal affairs and the Quebec Municipal Commission, an amount not exceeding \$75,000.00 for urgent works and urgent expenses;

4. To facilitate the calculation of rent for taxation purposes;

5. To regulate parking, parking meters and parking spaces;

6° To regulate proceedings concerning offences to the municipal by-laws relative to traffic parking meters and public security;

7. To fix by resolution the days and hours when the offices of the Corporation of the City will be opened and accessible to the public;

8. To fix the conditions under which the chief of police may be dismissed;

9. To fix an indemnity for costs of representation in part of the mayor and aldermen of the City;

10. To authorize emission of permits to taxi and autobus owners in the City and to regulate such permits;

11. To order the closing of certain commercial establishments during certain hours;

12. To regulate, limit or prohibit the operation of itinerant restaurants, buffets or counters.

13. An other accessory purposes;

Salaberry-de-Valleyfield, this 14th day of November 1951.

ALBERT LEMIEUX, K.C.,

Attorney for petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Fernand Grégoire, médecin de la cité de Montréal, Albert Doyon, économiste de Ville Mont-Royal, Marius Doye, ingénieur et Marcel Piché, avocat, Conseil en Loi du Roi, tous deux de la cité d'Outremont, Louis-Philippe Plamondon, industriel de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation avec toutes autres personnes qui pourront dans l'avenir faire partie de la dite corporation sous le nom de "Centre Médical Claude Bernard Medical Centre", avec pouvoirs d'acquérir certains biens meubles et immeubles et d'établir, maintenir, administrer et développer un hôpital avec clinique de diagnostic pour patients ambulants et hospitalisés et un institut de recherches avec les services et œuvres connexes, et d'exercer en plus tous les droits et privilèges ordinaires des corporations civiles.

Montréal, le 27 novembre 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,

31564-48-4-o MARCEL PICHÉ, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Fernand Grégoire, doctor in medicine of the city of Montreal, Albert Doyon, economist of Town of Mount-Royal, Marius Doye, engineer and Marcel Piché, advocate, King's Counsel, both of the city of Outremont, and Louis-Philippe Plamondon industrialist of the city of Quebec, will make application to the legislature of Quebec at its present session, to propose the adoption of a Bill incorporating them and all other persons who may in the future become members of the said corporation, under the name of "Centre Médical Claude Bernard Medical Centre", with the right to acquire certain moveable and immoveable assets, and to establish, maintain, administer and develop an hospital with a diagnostic clinic for ambulatory and hospitalized patients and a research institute with the services and charities thereto pertaining, and to moreover exercise all the rights and ordinary privileges of civil corporations.

Montreal, this 27th day of November 1951.

MARCEL PICHÉ, K.C.,

Solicitor for the Petitioners.

AVIS

Avis est, par les présentes donné, que Leo Cappiello, de la ville de Huntingdon, district de Beauharnois, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une loi concernant l'émission d'un permis audit Leo Cappiello, par l'Institut des Comptables Agréés de Québec, le tout tel qu'approuvé par le Conseil de l'Institut des Comptables Agréés de Québec.

Huntingdon, 22 novembre 1951.

Le Requérent,
LÉO CAPPIELLO.
31569-48-4

NOTICE

Notice is hereby given that Leo Cappiello, of the town of Huntingdon, district of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act respecting the issue of a license to the said Leo Cappiello by The Institute of Chartered Accountants of Quebec, the whole as approved by the Council of The Institute of Chartered Accountants of Quebec.

Huntingdon, November 22nd, 1951.

LÉO CAPPIELLO,
Petitioner.
31569-48-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus", communauté religieuse constituée en corporation en vertu de la loi 9 Edouard VII, chapitre 139, s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session, pour modifier son acte d'incorporation et obtenir de plus amples pouvoirs; et, en plus, lui permettre de posséder des biens sans restriction quant à leur étendue, nonobstant les dispositions de l'article 3 de la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et gens de mainmorte (Statuts refondus, 1941, chapitre 283).

Sherbrooke, ce 7 novembre 1951.

Les Procureurs des pétitionnaires,
LEBLANC & DELORME.
31601-49-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus", religious Community incorporated by virtue of the law 9 Edouard VII, chapter 139, will apply to the Quebec Legislature, at the present session, to amend its act of incorporation and obtain greater powers, specially the right to hold immoveable property of any existent whatsoever notwithstanding the provisions of section 3 of the Mortmain Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 283).

Sherbrooke, November 7, 1951.

LEBLANC & DELORME,
Attorneys for the petitioners.
31601-49-4-o

VILLE DE DOLBEAU

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'une pétition pour l'introduction d'un bill privé sera présentée par la corporation de la ville de Dolbeau à la présente session de la Législature de la Province de Québec à l'effet que, nonobstant les dispositions de l'article 28 de la loi 17 George V, chapitre 87, sont ratifiées et validées à toutes fins que de droit les résolutions adoptées à l'unanimité le 14 novembre 1951 par la ville de Dolbeau et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de ladite ville.

Donné à la cité de Montréal, ce 1er jour de décembre 1951.

CORPORATION DE LA VILLE DE DOLBEAU,
par les avocats,
DUQUET & MACKAY.
31599-49-4-o

TOWN OF DOLBEAU

NOTICE

Notice is hereby given that a Petition for the introduction of a Private Bill will be presented by the Corporation of the Town of Dolbeau at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, declaring that, notwithstanding the provisions of section 28 of the act 17 George V, chapter 87, are ratified and validated for all legal purposes the resolutions unanimously adopted on the 14th November, 1951, by the Town of Dolbeau and the Board of Roman Catholic School Commissioners of the said Town.

Given at the city of Montreal this 1st day of December, 1951.

THE CORPORATION OF THE TOWN OF DOLBEAU,
Per: DUQUET & MACKAY,
Attorneys.
31599-49-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Monsieur Jean Noel A. Thibert résidant à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la présente session de la Législature de la Province de Québec en vue de l'adoption d'une loi permettant au Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Le Procureur du requérant,
Me RONALD HALPIN.
31600-49-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mr. Jean Noel A. Thibert, residing at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act permitting the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit him as a member, after examination.

Me RONALD HALPIN,
Attorney for Petitioner.
31600-49-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, demandera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, ou à la prochaine d'adopter une loi pour les fins suivantes:

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, or at its next session, for the passing of an Act for the following purposes:

Pour permettre aux locataires de voter, même si la taxe d'eau de l'année courante n'est pas payée, pour établir un seul quartier pour toute la municipalité, pour étendre le terme d'office du maire et des échevins à trois ans, à partir de l'élection d'octobre 1952, pour fixer le nombre des échevins à six, pour augmenter l'indemnité actuellement payée au maire et aux échevins, pour accorder le droit de vote aux officiers ou employés permanents de la municipalité, pour porter de \$50,000.00 à \$75,000.00 le pouvoir d'emprunt pour travaux de voirie, de construction de ponts, etc., pour déclarer valide et légal le règlement C-28.

Saint-Jérôme, le 3 décembre, 1951.

Les Procureurs de la cité de Saint-Jérôme,

Signé: de MARTIGNY & MARCHESSAULT.
31649-50-4-o

To allow tenants to vote, even though the water tax for the current year has not been paid; to establish one single ward for the whole municipality; to extend the term of office of the mayor and aldermen to three years, as from the election of October, 1952; to fix the number of aldermen to six; to increase the actual indemnity paid to the mayor and aldermen; to grant voting right to officers or permanent employees of the municipality; to increase the borrowing power from \$50,000 to \$75,000 for road works, the building of bridges, etc.; to declare By-law C-28 valid and legal.

Saint-Jérôme, December 3, 1951.

(Signed) de MARTIGNY & MARCHESSAULT,
Attorneys for the city of Saint-Jérôme.

31649-50-4

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 1er octobre 1951, du conseil de la paroisse St-Philippe, dans le comté de Laprairie, et conformément aux dispositions du Code municipal, il a autorisé, en date du 4 décembre 1951, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 4 décembre 1951.

Le Ministre des affaires municipales,
31642-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of the 1st of October, 1951, of the council of the parish of St-Philippe, in the county of Laprairie, and pursuant to the Municipal Code, he has authorized under date of December 4th, 1951, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in the future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, December 4, 1951.

BONA DUSSAULT,
Minister of Public Affairs.
31642

Département de l'Instruction publique

N° 1162-42.

Québec, le 10 décembre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Kiamika, dans le comté de Labelle, les lots suivants, tous inclusivement, du canton de Dudley et de les annexer à la municipalité scolaire du Lac du Cerf, dans le même comté, savoir:

51 à 53 des rangs IX et XI (9 et 11) et 42 à 53 du rang X (10).

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31664-50-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1309-44

Québec, le 10 décembre 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 29 novembre 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Wilfrid-de-Barnston, dans le comté de Stanstead, les parties du lot no 1038 du cadastre officiel du canton de Stanstead, appartenant à MM. Jean-Thomas Grenier et Jean-Charles Ferland, et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse-de-Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31670-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 1162-42.

Quebec, December 10, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Kiamika, in the county of Labelle, the following lots, all inclusively, of the township of Dudley, and to annex them to the school municipality of Lac du Cerf, in the same county, to wit:

51 to 53 of ranges IX and XI (9 and 11) and 42 to 53 of range X (10).

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
31664-50-2

No. 1309-44

Quebec, December 10, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 29, 1951, to detach from the school municipality of Saint Wilfrid-de-Barnston, in the county of Stanstead, the parts of lot No. 1038 of the official cadastre for the township of Stanstead, belonging to Messrs. Jean-Thomas Grenier and Jean-Charles Ferland, and to annex them to the school municipality of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, in the same county.

Said Order in Council shall take effect on July 1st, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
31670-o

N° 1367-51.

Québec, le 10 décembre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Apollinaire, dans le comté de Lotbinière, les lots 1 à 4 inclusivement du cadastre officiel de St-Apollinaire et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Nicolas, dans le comté de Lévis.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31665-50-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1367-51.

Quebec, December 10, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of St-Apollinaire, in the county of Lotbinière, lots 1 to 4 inclusively, of the official cadastre for St-Apollinaire, and to annex them to the school municipality of the Parish of St-Nicolas, in the county of Lévis.

O. J. DESAULNIERS,
31665-50-2 Superintendent of Education.

N° 471-51.

Québec, le 11 décembre 1951.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Hauterive", dans le comté de Saguenay, le territoire ci-dessous décrit, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Ce territoire serait borné à l'Est par une ligne partant de l'estuaire de la rivière Manicouagan et passant par le centre de la rivière Amedée jusqu'à la route nationale et de là par une ligne passant par le centre de la route nationale, laquelle a une orientation générale nord-sud pour une partie, et ensuite est-ouest pour une autre partie, et se rendant ainsi jusqu'à la limite ouest du bloc "X" et de là par la limite ouest du bloc "X" et la limite est du bloc "6", jusqu'au coin nord-ouest du bloc "K" et de là par une ligne se rendant jusqu'à la limite nord du canton Lafleche, avec orientation nord astronomique.

Ce territoire serait borné au Nord par la limite du canton Lafleche.

A l'Ouest et au Sud par une ligne passant par le centre de la rivière Manicouagan.

Ce territoire comprendra aussi le bloc "B" du canton Eudes, les blocs "D" et "M" du canton Manicouagan ainsi que les lots 33B à 38B inclusivement du rang VI (6) du même canton.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31671-50-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 471-51

Quebec, December 11, 1951.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "Hauterive", in the county of Saguenay, the territory described below, which has not yet been organized as regards schools.

This territory shall be bound on the east by a line starting from the estuary of the Manicouagan River and passing through the center of the Amedée River as far as the national highway and thence, by a line passing through the center of the national highway, the general direction of which is north-south for one part, and then east-west for another part, and thus reaching the western limit of bloc "X" and thence, by the west limit of bloc "X" and the east limit of bloc "6", as far as the north-west corner of bloc "K" and thence by a line which reaches the north limit of the township of Lafleche, with a northern astronomic bearing.

This territory shall be bounded on the north by the limits of the township of Lafleche.

Toward the west and on the south, by a line passing through the center of the Manicouagan River.

This territory will also comprise bloc "B" of the township of Eudes, blocs "D" and "M" of the township of Manicouagan, as well as lots 33B to 38B inclusively of range VI (6) of the same township.

O. J. DESAULNIERS,
31671-50-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du Canton d'Ascot — Division d'enregistrement de Sherbrooke

Avis est par la présente donné que le lot 4A-4 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 29 novembre 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
31673-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel du village incorporé de Sainte-Rose (Municipalité de la ville de Sainte-Rose) Division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 118-3 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 5 décembre 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
31673-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Ascot — Registration Division of Sherbrooke

Notice is hereby given that lot 4A-4 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.
Quebec, November the 29th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
31673-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the incorporated Village of Sainte-Rose (Municipality of the Town of Sainte-Rose) Registration division of Laval.

Notice is hereby given that part of lot 118-3 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.
Quebec, December the 5th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
31673-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Potton — Division
d'enregistrement de Brome.

Avis est par la présente donné que les lots, 1090-A, 1090-B et 1090-C du Rang X ayant été cadastrés par erreur sont remplacés par les lots 1093-B, 1093-C et 1093-D en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 décembre 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

31673-o

NOTICE

Official cadastre of the Township of Potton —
Registration Division of Brome.

Notice is hereby given that, in Range X, lots Nos 1090-A, 1090-B and 1090-C, which have been cadastrated inadvertently, are replaced by lots Nos. 1093-B, 1093-C and 1093D, in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, December the 5th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

Deputy Minister.

31673-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du Comté de Roberval, établi en exécution du décret numéro 1283, du 15 novembre 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1376, du 6 décembre 1951, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval County, formed under decree number 1283 of November 15, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1376 of December 6, 1951, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as follows:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 24 novembre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to November 24, 1952; the levy shall be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1283 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

a) The professional employers governed by the said decree, number 1283, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree (regular wages, percentage, allowance, commission or bonuses paid).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1283 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen fixé par le Comité, soit \$40.00 par semaine.

b) The artisans governed by the said decree, number 1283, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage determined by the Committee, namely \$40.00 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1283 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération, (salaire fixe, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

c) The employees governed by the said decree, number 1283, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (wages, percentage, commission, allowance or bonuses).

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélevement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 5ième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 5th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together the assessments of the professional employers and those of his employees. The Committee

a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes, 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Paritaire des Barbiers, coiffeurs et coiffeuses du Comté de Roberval pour la période comprise se terminant le 24 novembre 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS
ET COIFFEUSES DU COMTÉ DE ROBERVAL
(Siège social: Dolbeau, P.Q.)

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er décembre 1951 et le 24 novembre 1952.

<i>Recette:</i>	
Cotisation ($\frac{1}{2}$ de 1%)	
Employeurs professionnels	\$ 468.00
Artisans	353.60
Salariés	208.00
Honoraires d'examen et recettes diverses	100.00
	\$1,129.00

<i>Déboursés:</i>	
Inspection	\$ 360.00
Administration	59.60
Loyer du bureau	60.00
Frais légaux	200.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	220.00
Vérification des livres	120.00
Assurances et frais de cautionnement	10.00
Frais de déplacement du président et des membres	100.00
	\$1,229.60

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 décembre 1951. 31675-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du comté de Roberval, établi en exécution du décret numéro 1283 du 15 novembre 1951, et dont le siège social est situé à Dolbeau, P.Q., ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1376 du 6 décembre 1951 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 décembre 1951. 31675-0

is empowered to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Five days' notice shall be served with any professional employer or artisan refusing to pay or to give the necessary information to the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursement of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval County for the period ending November 24, 1952.

BARBERS' AND HAIRDRESSERS' PARITY
COMMITTEE OF ROBERVAL COUNTY
(Head office: Dolbeau, P.Q.)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 1, 1951 and November 24, 1952.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employees	\$ 468.00
Artisans	353.60
Employees	208.00
Examination fees and various receipts	100.00
	\$1,129.60

<i>Disbursements:</i>	
Inspection	360.00
Management	59.60
Office rent	60.00
Legal fees	200.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	220.00
Audition	120.00
Insurance and fidelity bond	10.00
Transportation: president and members	100.00
	\$1,129.60

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 15, 1951. 31675-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of The Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval County, formed under decree No. 1283 of November 15, 1951, with head office in Dolbeau, P. Q., have been approved by Order in Council No. 1376 of December 6, 1951 (Part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 15, 1951. 31675-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby, établi en exécution du décret numéro 1413 du 14 décembre 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1376 du 6 décembre 1951, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 décembre 1951 au 15 décembre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire fixe et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire hebdomadaire moyen du compagnon, soit \$32.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiquées les heures de travail régulières et supplémentaires, le métier, le montant du salaire payé et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Ce rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation du dit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le cinq (5) de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boulangerie et de la Pâtisserie de Granby, pour la période se terminant le 15 décembre 1952.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOULANGERIE ET DE LA PATISSERIE DE GRANBY

État des recettes et des déboursés probables pour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, formed under decree No. 1413 of December 14, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1376 of December 6, 1951, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act R.S.Q., 1941, chapter 163, and amendments) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from December 15, 1951, to December 15, 1952 and applies as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the lowest weekly wages fixed for journeymen namely \$32.00.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the regular and overtime hours of labour, the trade, the wages paid, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the forms be filled in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the fifth day of each month.

3. Financial Report

Under the Collective agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, for the period ending December 15, 1952.

PARITY COMMITTEE OF THE BAKING AND PASTRY-MAKING INDUSTRY OF GRANBY

Estimate of the receipts and disbursements for

la période comprise entre le 15 décembre 1951 et le 15 décembre 1952.

the period between December 15, 1951 to December 15, 1951.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{4}$ de 1%):

Employeurs professionnels et artisans	\$200.00
Salariés	200.00
	\$400.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire et inspecteur	\$230.00
Electricité, loyer, téléphone	50.00
Timbres, impressions, papeterie, etc.	40.00
Frais légaux	50.00
Divers	30.00
	\$400.00

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{4}$ of 1%).

Professional employers and artisans	\$200.00
Employees	200.00
	\$400.00

Expenses:

Salary of Secretary and Inspector	\$230.00
Electricity, rent, telephone	50.00
Postage, printing, stationery, etc.	40.00
Legal fees	50.00
Miscellaneous	30.00
	\$400.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 décembre 1951. 31675-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 15, 1951. 31675-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 4491 du 10 février 1945, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, as amended), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the religious institutions, hospitals, educational establishments of St. Hyacinthe and vicinity, rendered obligatory by the decree number 4491 of February 10, 1945, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

CHAPITRE 1

CHAPTER 1

Jurisdiction

Jurisdiction

1° A l'article I (Jurisdiction territoriale), le paragraphe "b" sera remplacé par le suivant:

"b) Pour les fins du présent décret, le territoire susdit est divisé en trois (3) zones:

1. In section I (Territorial jurisdiction), subsection "b" will be replaced by the following:

"b) For the purposes of the present decree, the territory above mentioned is divided into three (3) zones:

Zone I: Les cités de Saint-Hyacinthe, Granby et Sorel; les villes de Farnham, Saint-Joseph-de-Sorel et d'Iberville; les villages de la Providence et de Saint-Joseph-de-Saint-Hyacinthe.

Zone I: The cities of St. Hyacinthe, Granby and Sorel; the towns of Farnham, St. Joseph-de-Sorel and Iberville; the villages of La Providence and St. Joseph-de-Saint-Hyacinthe.

Zone II: Les villes de Marieville, Acton Vale, Belœil, Bedford, Cowansville et Waterloo; les villages de Roxton Falls, Saint-Pie, Saint-Césaire et Warden.

Zone II: The towns of Marieville, Acton Vale, Belœil, Bedford, Cowansville and Waterloo; the villages of Roxton Falls, St. Pie, St. Césaire and Warden.

Zone III: Le reste de la juridiction ci-haut décrite."

Zone III: The remainder of the jurisdiction above described."

CHAPITRE 2

CHAPTER 2

Définitions

Definitions

2° A l'article V (Salariés du sexe masculin), l'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe 1:

"Le terme "Sacristain - ou - bedeau - qualifié" désigne tout salarié qui, de temps à autre, est appelé à faire des travaux de métiers mais dont la majeure partie du travail habituel consiste en travaux relevant du sacristain ou bedeau."

2. In section V (Male employees), the following paragraph will be added to subsection 1:

"The words "qualified sexton or verger" mean any employee who, from time to time, is called upon to do trade work but whose regular and habitual occupation is that of a sexton or verger."

CHAPITRE 3

CHAPTER 3

Dispositions relatives aux salaires

Provisions concerning wages

3° A l'article VII (Employés réguliers du sexe masculin), les paragraphes 1 à 15 inclusivement, seront remplacés par les suivants:

3. In section VII (Regular male employees), subsections 1 to 15 inclusive will be replaced by the following:

	Salaires Wages par semaine per week
1. Sacristain ou bedeau — Sexton or verger:	
Pour la zone I — For zone I:	
Dans toutes les paroisses — In all parishes	\$40.00
Sacristain ou bedeau qualifié — Qualified sexton or verger	43.00
Pour la zone II — For zone II:	
Dans toutes les paroisses — In all parishes	35.00
Sacristain ou bedeau qualifié — Qualified sexton or verger	38.00
Pour la zone III — For zone III:	
Dans les paroisses à population supérieure à 1,500 âmes — In parishes of more than 1,500 souls	27.00
ou par heure — or per hour	0.55
Dans les paroisses à population variant entre 1,000 et 1,500 âmes — In parishes of from 1,000 to 1,500 souls	25.00
ou par heure — or per hour	0.50
Dans les paroisses à population inférieure à 1,000 âmes — In parishes of less than 1,000 souls	24.00
ou par heure — or per hour	0.50

Note: Le mot "paroisse" doit s'entendre de la paroisse au sens religieux et non au sens de municipalité. La population de ces paroisses est celle qui apparaît dans *Le Canada Ecclésiastique* de l'année courante.

Note: The word "parish" shall mean a parish in the religious sense and not a municipality. The population of these parishes is that which appears in "*Le Canada Ecclésiastique*" for the current year.

	Zones		
	I	II	III
2. Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:			
a) Chef — Chief:			
1ère classe — 1st class	\$68.00	\$68.00	\$68.00
2e classe — 2nd class	57.00	55.00	55.00
3e classe — 3rd class	51.00	49.00	49.00
b) Mécanicien de classe — Certified engineman:			
2e classe — 2nd class	1.05	1.02	1.02
3e classe — 3rd class	1.00	0.92	0.92
4e classe — 4th class	0.95	0.87	0.87
3. Employé en charge d'un département ou d'un service — Employee in charge of a department or service			
	39.00	38.00	38.00
	0.87	0.82	0.82
4. Chauffeur — Fireman			
5. Cuisinier — Cook:			
a) Chef — Chief	46.00	44.00	42.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief:			
1ère année — 1st year	41.00	39.00	37.00
2e année — 2nd year	43.00	41.00	39.00
3e année — 3rd year	45.00	42.00	40.00
c) Cuisinier — Cook	39.50	38.00	38.00
6. Boulanger — Baker:			
a) Chef — Chief	46.00	44.00	42.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief:			
1ère année — 1st year	41.00	39.00	37.00
2e année — 2nd year	43.00	41.00	39.00
3e année — 3rd year	45.00	42.00	40.00
c) Boulanger — Baker	39.50	38.00	38.00
7. Boucher — Butcher:			
a) Chef — Chief	46.00	44.00	42.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief:			
1ère année — 1st year	41.00	39.00	37.00
2e année — 2nd year	43.00	41.00	39.00
3e année — 3rd year	45.00	42.00	40.00
c) Boucher — Butcher	39.50	38.00	38.00
8. Buandier — Launderer:			
a) Chef — Chief	46.00	44.00	42.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief:			
1ère année — 1st year	41.00	39.00	37.00
2e année — 2nd year	43.00	41.00	39.00
3e année — 3rd year	45.00	42.00	40.00
c) Buandier — Launderer	39.50	38.00	38.00
9. Conducteur de véhicule automobile — Automobile driver:			
1ère année — 1st year	40.00	37.00	35.00
2e année — 2nd year	43.00	40.00	38.00
3e année — 3rd year	45.00	42.00	39.00
10. Infirmier — Orderly:			
1ère année — 1st year	36.00	36.00	36.00
Après un an — After one year	38.00	38.00	38.00
Après deux ans — After 2 years	40.00	40.00	40.00
Après quatre ans — After 4 years	46.00	46.00	46.00
Infirmier diplômé — Orderly with diploma	48.00	48.00	48.00

11. Préposé à l'entretien qualifié — Qualified maintenance man:			
Classe A-1 — Class A-1	48.00	44.00	38.00
Classe A-2 — Class A-2	45.00	41.00	36.00
12. Homme de service — Service man:			
1ère année — 1st year	36.00	33.00	32.00
Après un an — After one year	42.00	38.00	35.00
13. Salariés non compris dans les catégories précédentes — Employees not included in the preceding categories	36.00	34.00	32.00
14. Cordonnier — Shoemaker:			
1ère année — 1st year	37.00	35.00	33.00
2e année — 2nd year	40.00	38.00	36.00
3e année — 3rd year	43.00	41.00	39.00
15. Employé junior — Junior employee:			
1er semestre — 1st six months	24.00	23.00	22.00
Après six (6) mois — After six months	26.00	25.00	24.00

4° A l'article VIII (Employées régulières du sexe féminin), les paragraphes 2 à 6 inclusive-ment seront remplacés par les suivants: 4. In section VIII (Regular female employees), subsections 2 to 6 inclusive will be replaced by the following:

	Zones		
	I	II	III
	par semaine — per week		
"2. Surveillante en charge d'un département ou d'un service — Supervisor in charge of a department or service:			
1ère année — 1st year	\$24.00	\$24.00	\$24.00
Après un (1) an — After one year	28.00	28.00	28.00
3. Institutrice, employée de bureau, employée spécialisée, cuisinière — Teacher, office employee, specialized employee, cook:			
1ère année — 1st year	19.00	18.00	17.00
Après un (1) an — After one (1) year	22.50	21.50	20.50
Après deux (2) ans — After two (2) years	24.00	23.00	22.00
4. Couturière:			
1ère année — 1st year	23.00	22.00	22.00
Après un (1) an — After one (1) year	25.00	23.00	23.00
5. Employée junior — Junior employee	16.00	16.00	16.00
6. Salariées non comprises dans les catégories précédentes — Employers not included in the foregoing categories:			
1ère année — 1st year	19.00	18.00	17.00
après un (1) an — After one (1) year	21.00	20.00	19.00
Après deux (2) ans — After two (2) years	22.00	21.00	20.00

5° A l'article IX (Employés surnuméraires du sexe masculin), les paragraphes 1 à 13 inclusive-ment seront remplacés par les suivants: 5. In section IX (Male supernumerary employees), subsection 1 to 13 inclusive will be replaced by the following:

	par heure — per hour	
"1. Sacristain ou bedeau — Sexton or verger:		
Pour la zone I — Zone I	\$ 0.75	
Pour la zone II — Zone II	0.70	
Pour la zone III: Le même salaire horaire que celui établi au paragraphe 1 de l'article VII, pour la zone correspondante. — Zone III: The same hourly wages as those stipulated in subsection I of section VII for the corresponding zone.		
2. Mécanicien de machines fixes: le même salaire horaire que celui établi au paragraphe 2 de l'article VII, pour la zone correspondante — Stationary engine-man: the same hourly wage rate the one established in subsection 2 of section VII, for the corresponding zone.		

	Zones		
	I	II	III
	par jour — per day		
3. Employé en charge d'un département ou d'un service — Employee in charge of a department or service	\$ 7.50	\$ 7.00	\$ 7.00
	par heure — per hour		
4. Chauffeur — Fireman	0.87	0.82	0.82
	par jour — per day		
5. Cuisinier — Cook:			
a) Chef — Chief	9.00	8.50	8.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief	8.50	8.00	7.50
c) Cuisinier — Cook	7.50	7.00	6.50
6. Boulanger — Baker:			
a) Chef — Chief	9.00	8.50	8.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief	8.50	8.00	7.50
c) Boulanger — Baker	7.50	7.00	6.50
7. Boucher — Butcher:			
a) Chef — Chief	9.00	8.50	8.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief	8.50	8.00	7.50
c) Boucher — Butcher	7.50	7.00	6.50
8. Buandier — Launderer:			
a) Chef — Chief	9.00	8.50	8.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief	8.50	8.00	7.50
c) Buandier — Launderer	7.50	7.00	6.50

	par heure — per hour		
9. Conducteur de véhicule automobile — Automobile driver.	0.80	0.75	0.70
10. Infirmier — Orderly	7.00	7.00	7.00
11. Homme de métier de la construction (là où seulement il n'existe pas de décret régissant ces métiers — Construction trades man (only where no decree exists to govern such trades):	par heure — per hour		
a) Qualifié — Skilled	0.85	0.80	0.75
b) Non qualifié — Not qualified.	0.80	0.75	0.70
12. Homme de service — Service man	0.80	0.75	0.70
13. Salariés non compris dans les catégories précédentes — Employees not included in the foregoing categories	0.75	0.70	0.65"

6° A l'article X (Employées surnuméraires du sexe féminin), les paragraphes 2 à 5 inclusivement seront remplacés par les suivants:

6. In section X (Female supernumerary employees), subsections 2 to 5 inclusive will be replaced by the following:

	Zones		
	I	II	III
"2. Surveillante en charge d'un département ou d'un service — Supervisor in charge of a department or service	par jour — per day		
	\$ 5.00	\$ 5.00	\$ 5.00
3. Couturière — Seamstress	5.00	4.50	4.50
4. Employée de bureau, employée spécialisée, cuisinière — Office employee, specialized employee, cook	par heure — per hour		
	0.50	0.45	0.44
5. Salariée non comprise dans les catégories précédentes — Employee not included in the foregoing categories	0.44	0.42	0.40"

7° A l'article XI (Salaire pour temps supplémentaire), les paragraphes 1 et 2 seront remplacés par les suivants:

7. In section XI (Wages for overtime), subsections 1 and 2 will be replaced by the following:

	Zones		
	I	II	III
"1. Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:	par heure — per hour		
a) 2 ^e classe — 2nd class.	\$1.57½	\$1.53	\$1.53
b) 3 ^e classe — 3rd class	1.50	1.38	1.38
c) 4 ^e classe — 4th class	1.42½	1.30½	1.30½
2. Chauffeur — Fireman	1.30½	1.23	1.23"

8° A l'article XV, le paragraphe "a" sera remplacé par le suivant:

"a) Dans les zones I et II, le sacristain ou bedeau est employé à temps complet et doit recevoir le salaire hebdomadaire fixé à l'article VII, sauf dans des cas spéciaux qui doivent être soumis au Comité paritaire et approuvés par ledit Comité et alors il est rémunéré au taux de \$0.75 dans la zone I et au taux de \$0.70 dans la zone II et selon le nombre d'heures de travail qu'il accomplit habituellement par semaine."

8. In section XV, subsection "a" will be replaced by the following:

"a) In zones I and II, the sexton or the vergier shall be employed on a full-time basis and shall receive the weekly wages established in section VII, except for special cases which shall be submitted to the Parity Committee and approved by the said Committee; then, he shall be remunerated on an hourly basis of \$0.75 in zone I or \$0.70 in zone II and according to the number of hours worked, habitually, per week."

9° Les articles XVI et XVII seront remplacés par les suivants:

9. Sections XVI and XVII will be replaced by the following:

"XVI. Le salarié pour lequel un salaire hebdomadaire est ci-haut fixé, a droit à ce salaire hebdomadaire, pourvu qu'il ait été requis de travailler quarante (40) heures durant la semaine et cela même s'il n'a pas travaillé chaque jour. Cependant, si ce salarié chôme volontairement, son travail est rémunéré en la manière établie à l'article XVII."

"XVI. Employees for whom weekly wages are determined hereinabove, are entitled to such weekly wages, provided they have been required to work forty (40) hours during the week, even if they have not worked every day. However, if such employees wilfully abstain from work, their work shall be remunerated in the manner established in section XVII."

"XVII. Le salarié pour lequel un salaire hebdomadaire est ci-haut fixé, s'il n'a pas été requis de travailler durant quarante (40) heures en une semaine, pour chaque jour de travail, a droit à un sixième (1/6) du salaire hebdomadaire ci-haut fixé et, pour chaque heure, au prorata horaire du même salaire."

"XVII. The employees for whom weekly wages are stipulated hereinabove, if they have not been required to work during forty (40) hours in the course of a week and every working day, are entitled, per working day, to one-sixth (1/6) of the weekly wages stipulated hereinabove, and per hour, to the hourly prorata of the same wages."

CHAPITRE 4

CHAPTER 4

Dispositions relatives aux heures de travail

Provisions relating to hours of work

10° A l'article XXIV (Employés réguliers), les paragraphes 2, 4 et 5 seront remplacés par les suivants:

10. In section XXIV (Regular employees), subsections 2, 4 and 5 will be replaced by the following:

"2. de cinquante (50) heures pour les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs. Toutefois, les heures supplémentaires de travail, jusqu'à concurrence de six (6) heures par semaine, ne sont pas considérées comme temps supplémentaire et sont payables aux taux réguliers prévus à l'article VII";

"2. made up of fifty (50) hours for stationary enginemen and firemen. However, overtime hours, to the extent of six (6) per week, are not considered as overtime and paid for at the regular rate determined in section VII;"

"4. de cinquante (50) heures, réparties en six (6) jours, pour les infirmiers";
 "5. de cinquante (50) heures pour les autres salariés, des deux sexes, assujettis au décret."

"4. made up of fifty (50) hours, divided into six (6) days, for orderlies;"
 "5. made up of fifty (50) hours for the other male and female employees governed by the decree."

CHAPITRE 5

CHAPTER 5

Dispositions relatives aux congés, aux jours chômés et aux vacances

Provisions respecting days off, observed holidays and vacations

11° A l'article XXX (Vacances payées), les paragraphes suivants seront ajoutés:

11. In section XXX (Vacation with pay), the following subsections will be added:

"6. Période de service continu donnant droit au congé. Pour chaque congé annuel payé, la période de service continu pour un employeur donnant droit à un tel congé, s'établit du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année subséquente."

"6. Period of continuous service which entitles to a vacation.: For each annual vacation with pay, the period of continuous service for an employer which entitles to the vacation extends from May 1st of one year to April 30th of the following year."

7. Indemnité en cas de renvoi ou départ. Tout salarié congédié ou qui quitte son emploi a droit, à son départ, à une indemnité équivalente à une demi-journée de travail, par mois de calendrier de service depuis le 1er mai précédant la date de son départ."

7. Compensation in the event of discharge or departure: Every employee who is discharged or who leaves his employer is entitled, upon leaving, to an indemnity equivalent to one half-day of work per calendar month of service since May 1st preceding the date of departure."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
 GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
 Québec, le 15 décembre 1951. 31675-o

Department of Labour,
 Quebec, December 15, 1951. 31675-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec. On demande:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has submitted to him a request to amend the decree No. 1884 of November 12, 1947, as amended, relating to the paper box industry of the Province of Quebec. It is requested:

1° Que l'article III soit remplacé par le suivant:

1. That section III be replaced by the following:

"III. Salaires minima: Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des gardiens, et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines, est le suivant pour les catégories respectives de salariés mentionnées ci-après:

"III. Minimum wage rates: The minimum wage rates of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler fireman, stationary enginemen, watchmen, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

a) Salariées:	Taux horaires minima
Département des boîtes rigides:	
Contremaître.	\$0.78
Travailleuse à la main, classe "A"	0.72
Travailleuse à la main, classe "B"	0.64
Travailleuse posant étiquettes à la main. . .	0.62
Mécanicienne de machine à couvrir.	0.64
Mécanicienne de machine à renforts.	0.64
Mécanicienne de machine Stoke & Smith	0.64
Mécanicienne de machine à poser les dessus	0.64
Mécanicienne de machine à poser les étiquettes.	0.64
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	0.62
Préposée à l'emballage et ficelage	0.62
Fileuse de machine à coller 4 coins.	0.62
Mécanicienne sur machines non-classifiées plus haut.	0.62

a) Female employees:	Minimum hourly Rates
Set-up Department:	
Forelady.	\$0.78
Hand worker, class "A"	0.72
Hand worker, class "B"	0.64
Hand labeller.	0.62
Covering machine operator.	0.64
Staying machine operator.	0.64
Stoke & Smith machine operator.	0.64
Top piece machine operator.	0.64
Labelling machine operator.	0.64
Hand fed table machine gummer operator	0.62
Packer & tier.	0.62
Four-corner machine feeder.	0.62
Operators on machines not classified above	0.62

Département des boîtes	
Contremaître.	0.78
Mécanicienne de machine à piquer.	0.64
Éplucheuse.	0.62
Pieuse.	0.62
Préposée à l'emballage et ficelage.	0.62
Fileuse de machine Brightwood.	0.62
Fileuse de machine automatique à coller.	0.62
Mécanicienne sur machines non-classifiées plus haut.	0.62

b) Echelle de base —

Saliées:

L'échelle de base des salariales est la suivante:

Premier trois (3) mois.	0.45
Deuxième trois (3) mois.	0.50
Troisième trois (3) mois.	0.55

Le temps de service acquis par chacune des salariales au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

c) Apprentissage — Saliées:

Premier semestre: 20% de moins que le minimum.

Deuxième semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariales au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucune apprentie ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel elle a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

d) Saliés:

	Taux horaires minima
Contremaître.	\$1.36
Assistant contremaître.	1.20
Mécanicien "creaser".	1.08
Mécanicien de marqueuse mitrailleuse.	1.08
Mécanicien de guillotine, 1ère classe.	1.08
Mécanicien de guillotine, 2e classe.	0.97
Mécanicien de monteuse simple.	0.96
Mécanicien de monteuse double.	0.99
Mécanicien de machine à renforts à 4 coins	1.04
Fileur, machine à coller 4 coins.	0.88
Mécanicien de machine emporte-pièce.	0.88
Préposé à la mise en train Stoke & Smith.	1.03
Préposé à la scie circulaire.	0.89
Bobineur.	0.91
Pressur de rebuts.	0.87
Mécanicien sur machines non-classifiées plus haut.	0.86

Département des boîtes
plantes:

Contremaître.	1.36
Assistant contremaître.	1.20
Faiseur de matrice.	1.21
Assistant faiseur de matrice.	0.89
Préposé à la mise en train machine automatique à coller.	1.13
Préposé à la mise en train machine Brightwood.	1.04
Fileur machine Brightwood.	0.88
Préposé à la mise en train machine Indman	1.04
Préposé à la mise en train machine à cirer	0.86
Préposé à la mise en train machine automatique cellophane.	1.13
Fileur, machine automatique cellophane.	0.88
Mécanicien de guillotine, 1ère classe.	1.08
Mécanicien de guillotine, 2e classe.	0.97
Mécanicien de machine à transporter et empiler motorisée.	0.91
Pressier, presse cylindre à découper.	1.08

Folding Department:

Forelady.	0.78
Stitcher operator.	0.64
Stripper.	0.62
Follder.	0.62
Packer and tier.	0.62
Brightwood machine feeder.	0.62
Auto Glueing machine feeder.	0.62

Operators on machines not classified above 0.62

b) Basic wage scale —

Female:

The basic wage scale of female employees shall be as follows:

First three (3) months.	0.45
Second three (3) months.	0.50
Third three (3) months.	0.55

The period of service of an employee at the time of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine her wage rate in accordance with the above wage scale.

c) Apprenticeship —

Female employees:

First six (6) months: 20% less than minimum rate.

Second six (6) months: 10% less than minimum rate.

The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the provisions of the present section, no female apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which she is normally entitled. The basic wage rates shall prevail at all times.

d) Male Employees:

	Minimum hourly rates
Foreman.	\$1.36
Ass't foreman.	1.20
Creasing operator.	1.08
Scorer.	1.08
Cutter on knife, first class.	1.08
Cutter on knife, 2nd class.	0.97
End piece operator, single.	0.96
End piece operator, double.	0.99
Four-corner stayer operator.	1.04
Feeder 4 corner.	0.88
Punch operator.	0.88
Wrapper makeready man.	1.03
Circular saw operator.	0.89
Slitter operator.	0.91
Bale press operator.	0.87
Operator on machines not classified above	0.86

Folding Department:

Foreman.	1.36
Ass't foreman.	1.20
Die maker.	1.21
Ass't Die maker.	0.89
Auto glueing machine makeready man.	1.13
Brightwood machine makeready man.	1.04
Feeder, Brightwood machine.	0.88
Indman machine makeready man.	1.04
Waxing machine makeready man.	0.86
Auto cellophane machine makeready man	1.13
Feeder, auto, cellophane machine.	0.88
Cutter on knife, 1st class.	1.08
Cutter on knife, 2nd class.	0.97
Power stacker-lift truck operator.	0.91
Cylinder box pressman.	1.08

Fileur, presse cylindre à découper.	0.88	Feeder cylinder box press.	0.88
Pressier, presse plateau à découper.	1.00	Platen die cutting pressman.	1.00
Fileur, presse plateau à découper.	0.88	Feeder, platen die cutting press.	0.88
Éplucheur.	0.84	Stripper.	0.84
Presseur de rebuts.	0.87	Bale press operator.	0.87
Préposé à l'emballage et ficelage.	0.80	Packer and tier.	0.80
Mécaniciens sur machines non classifiées plus haut.	0.86	Operators on machines not classified above General:	0.86
Électricien.	1.08	Electrician.	1.08
Machiniste, 1ère classe.	1.08	Machinist, 1st class.	1.08
Préposé à l'entretien et réparation.	0.93	Maintenance and repair man.	0.93
Expéditeur.	1.03	Shipper.	1.03
Assistant expéditeur.	0.86	Ass't shipper.	0.86
Chauffeur de camion.	0.93	Truck driver.	0.93
Surveillant.	0.80	Watchman.	0.80
Chauffeur de bouilloires.	0.83	Boiler fireman.	0.83
Chef-mécanicien:	par semaine	Chief-engineman:	per week
2e classe.	\$49.59	2nd class.	\$49.59
3e classe.	42.46	3rd class.	42.46

Mécanicien de machines fixes.	\$0.89	Stationary engineman.	\$0.89
------------------------------------	--------	----------------------------	--------

c) Echelle de base —
Salariés:

1) L'échelle de base des salariés est la suivante pour les employés de 18 ans et plus:

Premier trois (3) mois.	0.60
Deuxième trois (3) mois.	0.65
Troisième trois (3) mois.	0.70
Quatrième trois (3) mois.	0.75

2) L'échelle de base des salariés de moins de 18 ans est la suivante:

Premier trois (3) mois.	0.50
Deuxième trois (3) mois.	0.55
Troisième trois (3) mois.	0.60

Le nombre d'employés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre total des salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salarié n'ayant pas 18 ans et travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

3) Le temps de service acquis par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

f) Apprentissage —
Salariés:

Premier semestre: 20% de moins que le minimum.

Deuxième semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariés au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées excepté pour les chauffeurs de bouilloires et les mécaniciens de machines fixes.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucun apprenti ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel il a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

g) Opérations différentes:

Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

Cependant, lorsque par exception un salarié au cours d'une semaine est appelé à faire un travail autre que celui de son emploi régulier, et

e) Basic wage scale:
Male employees:

1) The basic wage scale of male employees of 18 years of age and over shall be as follows:

First three (3) months.	\$0.60
Second three (3) months.	0.65
Third three (3) months.	0.70
Fourth three (3) months.	0.75

2) The basic wage scale of male employees under 18 years of age shall be as follows:

First three (3) months.	\$0.50
Second three (3) months.	0.55
Third three (3) months.	0.60

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under this section shall not exceed 10% of the total number of the employees at work.

Notwithstanding provisions of the above paragraphs, any male employee under 18 years of age working at a classified operation shall receive not less than the minimum wage rate of the said operation, subject to the apprenticeship clause.

3) The period of service of employees at the date of the coming into force of the present decree shall be taken in consideration to determine their wages in relation to the above basic scale.

f) Apprenticeship —
Male employees:

First six (6) months: 20% less than minimum rate.

Second Second six (6) months: 10% less than minimum rate.

The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified operations, except stokers and stationery enginemen.

Notwithstanding the provisions of the present section, no male apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which he is normally entitled. The basic wage rate shall prevail at all times.

g) Various operations:

An employee who regularly performs, during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

However, should an employee be called occasionally, during one week, to perform an operation other than his regular work and classified

classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle."

2° Que le paragraphe "c" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"c) Le Premier de l'An, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail et le Jour de Noël sont payés en plus d'être chômés lorsque ces jours de fêtes tombent ou sont observés un jour régulier de travail.

Les établissements qui n'observent pas la St-Jean-Baptiste, peuvent substituer cette fête payée par la Confédération.

Chaque salarié doit être rémunéré pour ces jours de fêtes au taux des heures régulières de travail pour le nombre d'heures de travail qu'il aurait normalement fait ce jour-là.

Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit travailler ou être prêt à travailler la journée de travail qui précède et qui suit le jour où la fête est observée.

Cependant, tout employeur accordant cinq (5) fêtes légales payées ou plus par année à ses salariés, n'est pas sujet aux dispositions des alinéas précédents."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 décembre 1951.

31675-

in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation."

2. That subsection "c" of section V be replaced by the following:

"c) New Year's Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day shall be paid in addition to being observed, provided these holidays are observed on a regular working day.

Establishments not observing the St. John the Baptist Day may substitute this paid holiday by the Confederation.

Each employee shall be paid for these holidays at straight time rates for the number of hours that would normally have been worked.

To qualify for such holiday pay as aforesaid, an employee must work or stand ready to work the regular work day preceding and following the day on which the holiday is kept.

However, an employer who grants five (5) or more legal holidays with pay per year to his employees is not subject to the foregoing paragraph."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 15, 1951.

31675-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 2991 du 10 novembre 1937, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

L'article XXI suivant sera ajouté audit décret:

"XXI. Dispositions spéciales concernant l'industrie des imperméables et des vêtements de sport.

1. Définition. — Imperméables et vêtements de sport, y compris:

Chandails, costumes de ski, vestons, négligés (leisure wear), capes, coupe-vent (bush jackets), pardessus (surcoats), costumes de plage, "jerkens" et autres vêtements semblables fabriqués pour les hommes, garçons et demoiselles de plus de 14 ans, imperméables et pardessus "station-wagon" pour hommes, femmes, garçons (de plus de 14 ans) et demoiselles (de plus de 14 ans) faits de rayonne, coton, nylon, tissus synthétique ou de compositions de tels tissus de toute épaisseur, ou de laine ou de compositions de laine de huit (8) onces ou moins la verge carrée.

2. Lorsque les vêtements ci-haut mentionnés sont faits de laine ou de compositions de laine pesant plus de huit (8) onces la verge carrée, on applique les taux de salaires et autres dispositions prévues pour l'industrie de la confection pour hommes et garçons (Échelle no 1, article VII).

3. Lorsqu'une même maison fabrique les deux catégories de vêtements définis aux paragraphes 1 et 2, un taux moyen de salaire doit être déterminé selon la proportion de vêtements fabriqués

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, as amended), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 2991 of November 10, 1937, as amended, relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec.

The following section XXI will be added to the said decree:

"XXI. Special schedule for the rainwear and sportswear industry.

1. Definition of rainwear and sportswear. It comprises:

Cardigans, ski suits, jackets, leisure wear, capes, bush jackets, surcoats, beach coats, jerkens, and other similar garments made for men, boys and girls over 14 years, raincoats and station-wagon coats for men, women, boys (over 14 years) and girls (over 14 years) made of cotton, rayon, nylon, synthetic fabrics or mixtures thereof of any weight; and wool or wool mixtures of a weight of eight (8) ounces or less per square yard.

2. Whenever any of the abovementioned articles are manufactured out of wool material or wool mixtures of a weight heavier than 8 ounces per square yard, the rates of wages and other conditions provided for men's and boys' fine clothing industry shall apply (Schedule No. 1, section VII).

3. Whenever both classes of products as defined under subsections 1 and 2 above are manufactured by the same firm, a composite rate of wages shall be fixed based upon the

par ladite maison chaque trimestre en regard de chaque catégorie et des taux fixés. Ce taux moyen est fixé après entente entre l'inspecteur en chef du Comité conjoint et le manufacturier ou l'établissement concerné. A défaut d'une telle entente, il est déterminé et fixé par un comité permanent composé d'un représentant de "The Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec," d'un représentant de "The Rainwear and Sportswear Manufacturers' Association" et de l'administrateur ou d'un autre représentant du Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons.

4. Il y aura formation d'un comité consultatif permanent composé de quatre représentants des employeurs et de quatre représentants des salariés de l'industrie ci-haut définie. On soumettra à ce comité, pour approbation préalable à la sanction ou ratification, toutes les plaintes, changements, amendements ou rappels se rapportant aux présentes dispositions, ainsi que les plaintes ou quatre questions touchant l'application des dites dispositions à l'industrie ci-haut définie.

5. Les classifications de métiers et les taux de salaires suivants s'appliquent à la fabrication des vêtements définis au paragraphe 1:

proportion of garments made by such firm during each three-month period with respect to each class as above defined and the respective rates thereof; the said composite rate to be fixed by agreement between the Chief Inspector of the Joint Committee and the manufacturer or firm in question. In the event of disagreement, such composite rate shall be determined and fixed by a permanent committee composed of a representative of the Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, a representative of the Rainwear and Sportswear Manufacturers' Association, and the Administrator, or some other representative in his place, of the Joint Committee of the men's and boys' clothing industry.

4. A permanent advisory committee shall be established composed of four representatives of the employers and four representatives of the employees engaged in the industry hereinabove of the employees engaged in the industry hereinabove defined to whom shall be submitted for prior approval before sanction or promulgation, all complaints, changes, amendments, or repeals affecting the said schedule or complaints or other matters relating to the enforcement of the provisions of the said schedule to the industry hereinabove defined.

5. With respect to garments defined under subsection 1, the following classification of crafts and minimum scales of wages shall apply.

Catégorie — Class:	Taux horaires Rates or wages per hour		
	ZONES		
	I	II	III
AZ. Marqueur — Marker	\$1.10	\$1.01	\$0.96
BZ. Coupeur de fournitures — Trimmer	0.99	0.91	0.87
CZ. Presseur-finiisseur — Offpresser	0.90	0.83	0.79
DZ. Aide-coupeur (chopper) ou coupeur au couteau — Chopper or knife cutter	0.825	0.765	0.735
EZ. Faiseur de revers — Shape maker			
Faiseur de poches — Pocket maker			
Assembleur — Joiner			
Faiseur de dessus — Top maker			
Surjeteur de poches — Pocket tacker	0.75	0.69	0.67
FZ. Étendeur — Layer-up			
Empileur — Piler			
Assortisseur — Sorter	0.68	0.63	0.61
GZ. Sous-presseur — Underpresser			
Presseur, machine à vapeur — Steam machine presser	0.66	0.61	0.59
HZ. Faiseur de doublures — Lining maker			
Faiseur de pans — Flap maker			
Faiseur de collets — Collar maker			
Faiseur de revers — Lapel maker			
Faiseur de bas relevés — Cuff maker			
Faiseur de fournitures (y compris bordures de poches) — Trimming maker (including pocket welts)			
Tous les préposés aux machines spéciales (y compris poseur de boutons et les préposés aux machines à boutonnières) — All special machine operators (including button sewers and buttonhole machine operators)			
Finisseur — Finisseur			
Assembleur à la main (y compris le poseur de boutons, le surjeteur de bas, faiseur de parements, poseur de bourrures, de revers et de collets) — Hand sewer (including button sewer, bottom tacker, bottom facing sewer, padding sewer, lapel and collar sewer)			
Nettoyeur à la main — Hand cleaner			
Coupeur de fils — Thread cutter			
Pompier — Busheler			
Examineur — Examiner			
Plieur — Folder			
Employés généraux — General hand	0.55	0.51	0.50

Apprentis — Apprentices:

1er trimestre — 1st 3 months (x)	0.40	0.36	0.34
2ème trimestre — 2nd 3 months	0.45	0.415	0.375
3ème trimestre — 3rd 3 months	0.50	0.45	0.415
4ème trimestre — 4th 3 months	0.525	0.47	0.455
Après 12 mois — After 12 months	0.55	0.51	0.50

(x) Ce taux, pour les premières treize semaines d'emploi, peut être réduit de \$0.07½ l'heure dans le cas de commençants qui n'avaient aucune expérience du métier.

(x) This rate may, for the first thirteen (13) weeks of employment, be reduced by 7½ cents per hour for beginners who never had any previous experience in the trade.

6. *Etablissement ou réajustement des taux à la pièce*: les taux à la pièce peuvent remplacer les taux horaires en autant qu'ils rapportent au salarié une somme au moins égale aux taux horaires fixés par la présente convention.

6. — *Fixing or adjusting piecework rates*: Piecework rates may be fixed instead of hourly rates provided that such rates do not yield less than the hourly rates established by the present agreement.

7. *Heures de travail* les heures de travail des salariés de ladite industrie sont les suivantes:

7. *Hours of labour*: the hours of labour for employees of the said industry are fixed as follows:

a) *Zone I*: Quarante (40) heures constituent une semaine de travail; elles sont réparties comme suit:

a) *Zone I*: Forty (40) hours shall constitute one week's work in the following manner:

De 8.00 a.m. à 5.00 p.m., avec une heure pour le repas du midi, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

From 8.00 a.m. until 5.00 p.m., with one hour for lunch, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

b) *Zones II et III*: Quarante-quatre (44) heures constituent une semaine de travail; elles sont réparties comme suit:

b) *Zones II and III*: Forty-four (44) hours shall constitute one week's work in the following manner:

De 8.00 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et de 8.00 a.m. à 5.00 p.m. le vendredi, avec une heure pour le repas du midi.

From 8.00 a.m. until 6.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and from 8.00 a.m. until 5.00 p.m. on Friday, with one hour for lunch.

8. *Travail supplémentaire*: tout travail exécuté en plus de quarante (40) heures par semaine dans la zone I, et de quarante-quatre (44) heures par semaine dans les zones II et III, sera considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire et demi.

8. *Overtime*: any work performed in excess of forty (40) hours per week in zone I, and of forty-four (44) hours in zones II and III, shall be considered as overtime and such work shall be paid at the rate of time and one half.

9. *Jours de fêtes chômés et payés*: les employeurs doivent accorder à tous leurs salariés trois (3) jours de fête chômés et payés: ces jours seront désignés par le comité permanent chargé de la mise à exécution des présentes dispositions. Pour chacun de ces jours, l'employeur doit payer à ses salariés une somme équivalente à une journée de salaire, en moyenne, calculée sur la semaine complétée de travail précédant le jour de fête. Cette rémunération ne sera pas versée aux salariés qui n'ont pas trois mois de service continu pour leur employeur, ni à ceux qui se sont absents la veille ou le lendemain du jour de fête sans raison suffisante.

9. *Statutory holidays with pay*: all employers shall grant to all their employees three (3) statutory holidays with pay which shall be determined by the permanent committee administering this schedule. Whenever such holidays occur, employers shall pay to such employees for such holidays an amount equivalent to the average of one day's pay in the full working week immediately preceding the holiday. No employees shall be entitled to any of the foregoing statutory holidays until he has completed three months of continuous employment with such employer and unless he has been at work on the day before and the day after the holiday except if he has been absent from work for just cause.

10. *Vacances payés: une semaine de vacances*: Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent accorder à tous leurs salariés, à leur emploi à la date des vacances, une semaine de vacances payées entre le 1er juin et la Fête du Travail. La rémunération pour des vacances est de 2% du salaire total de tels salariés pendant les douze mois qui précèdent la dernière période de paye antérieure au 30 juin.

10. *Vacation with pay*: One week's vacation: All employers subject to the present decree shall give to all of their employees, employed by them at the time of vacation, one week's vacation to take place at any time between June 1st, and Labour Day, and shall pay to each of such employees for such vacation 2% of the total earnings of such employees during the twelve-month period preceding the last pay period prior to June 30th.

11. *Rémunération pour vacances à la cessation de l'emploi*: Tous les salariés qui ont été employés au moins treize semaines avant la date des vacances et qui sont renvoyés (à moins qu'une raison suffisante ne motive ce renvoi) ou suspendus pour plus de trois semaines doivent recevoir, à la place des vacances, en plus de leur salaire régulier, une somme égale à 2% du salaire total gagné pendant la période d'emploi postérieure aux dernières vacances.

11. *Vacation pay upon termination of employment*: all employees who have been employed for thirteen weeks or more prior to the time of vacation and who are discharged (except when discharged for just cause) or laid off for a period of more than three weeks, shall be paid in lieu of vacation, in addition to their regular earnings, 2% of their total earnings during the period of their employment from date of least vacation up to the time of termination."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 décembre 1951.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 15, 1951. 31675-o

Grefte de notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 10 décembre 1951, a accordé à Me Chs.-Ed. Tremblay, notaire exerçant à Baie St-Paul, district judiciaire de Saguenay, la transmission des minutes, répertoire et index de Me E. de Sale Laterrière, notaire.

Montréal, 11 décembre 1951.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
31658-o ARTHUR COURTOIS.

Notarial Record

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notariat Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal, on the 10th of December 1951, has granted to Me Chs.-Ed. Tremblay, Notary practising at Baie St. Paul, judicial district of Saguenay, the transfer of the minutes, repertory and index of Me E. de Sale Laterrière, Notary.

Montreal, December 11th, 1951.

31658-o ARTHUR COURTOIS,
Secretary of the Board of Notaries.

Lettres patentes

Avis de correction

Re: EMPIRE ELECTRIC SUPPLY COMPANY

Avis est donné que l'avis concernant la compagnie ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, numéro 49, du 7 décembre 1951, à la page 3304, est corrigé de façon suivante: dans le deuxième paragraphe dudit avis, les mots "avec un capital de \$90,000 divisé en 900 actions de \$100 chacune" doivent se lire: "avec un capital de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune."

Daté du bureau du Procureur général, le 12 décembre 1951.

31678-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU QUE le paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233), édicte que le Lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une municipalité, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la cité de St-Jean, par sa requête en date du 10 octobre 1951, de-

Letters Patent

Notice of correction

Re: EMPIRE ELECTRIC SUPPLY COMPANY

Notice is hereby given that the notice concerning the above-mentioned company, published in the *Quebec Official Gazette*, number 49, of December 7, 1951, on page 3304, is corrected in the following manner: in the second paragraph of the said notice, the words "with a capital stock of \$90,000 divided into 900 shares of \$100 each" should read: "with a capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each and into 900 preferred shares of \$100 each."

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1951.

31678 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS paragraph 2 of section 2 of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 233), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon a petition from the council of a municipality, may issue letters patent amending the charter of such corporation, by replacing certain provisions thereof by the corresponding ones of the Cities and Towns Act;

WHEREAS the council of the City of St. Johns, by its petition bearing date the 10th day of Oc-

mande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte, la loi 53 Victoria, chapitre 71, en y remplaçant l'article 109 par les dispositions de l'article 123 de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233);

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la Loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 29 novembre 1951, portant le numéro 1327, Nous accordons la requête du conseil de la cité de St-Jean en date du 10 octobre 1951, et Nous déclarons et ordonnons par les présentes lettres patentes, qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que la charte de ladite cité soit modifiée en y remplaçant l'article 109 par l'article 123 de la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite loi des cités et villes, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D. S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzisième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

31678-o

JEAN BRUCHÉSI.

tober, 1951, requests that letters patent be issued in its favour for the purpose of amending its charter, the Act 53 Victoria, chapter 71, by replacing section 109 thereof by the provisions of section 123 of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 233);

WHEREAS all the formalities prescribed by the Act have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated the 29th of November, 1951, bearing No. 1327, We hereby grant the request of the council of the City of St. John bearing date the 10th day of October, 1951, and We declare and ordain by these present letters patent, which shall come into force as from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the charter of the said city be amended by replacing section 109 thereof by section 123 of the Cities and Towns Act, the whole in conformity with the provisions of paragraph 2 of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 233).

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be here unto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-ninth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

31678

Under Secretary of the Province.

Liquidations, avis de:

Avis est donné qu'à une assemblée générale spéciale des sociétaires du Syndicat Coopératif de Villemontel, tenue à Villemontel, le 14 novembre 1951, une résolution a été dûment adoptée à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, chap. 278), et que MM. Raymond D'Amour, Pierre-T. Bédard et Georges Roulier ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,

31638-o

JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notices:

Notice is given that a special general meeting of the associates of the "Syndicat Coopératif de Villemontel", held at Villemontel on the 14th day of November, 1951, a resolution was passed to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Québec Cooperative Syndicates' Act and the Winding-Up Act (R.S.Q., 1941, chap. 278) and that Messrs. Raymond D'Amour, Pierre T. Bédard and Georges Roulier were appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,

31638

Under Secretary of the Province.

AVIS DE NOMINATION DE LIQUIDATEUR

Avis est par la pes présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de la Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame-de-Granby, tenue le 16 octobre 1951, je soussigné, Lucien Montfils, domicilié au numéro 175 rue Dufferin, en la cité de Granby, ai été nommé liquidateur de ladite société confor-

NOTION OF APPOINTMENT OF LIQUIDATOR

Notice is hereby given that on the 16th day of October 1951 at a special general meeting of the members of "Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame-de-Granby", I, the undersigned, Lucien Montfils, 175 Dufferin Street, in the City of Granby, was appointed liquidator of the affairs of the said society, pursuant

mément aux dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec.

Toute réclamation contre ladite société devra être attestée sous serment et produite entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

Donné conformément aux dispositions de l'article 872 du Code de procédure civile, ce 3ième jour de Décembre 1951.

31669-o LUCIEN MONTFILS,
Liquidateur.

to the provisions of Section 276 of the Quebec Insurance Act.

Any claim against the said society must be sworn to and filled with me within a delay of thirty days from this notice.

Given pursuant to section 872 of the Code of civil procedure, this 3rd day of December 1951.

31669-o LUCIEN MONTFILS,
Liquidator.

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,
SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds situés dans la municipalité du canton Chatham, demandant que le territoire qu'ils habitent soit détaché de la municipalité du canton Chatham et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Ayersville", dans le comté municipal d'Argenteuil;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies et qu'il restera à la municipalité du canton Chatham, après cette érection, une population d'au moins trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1325, en date du 29 novembre 1951, et conformément aux dispositions de l'article 35 du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Chatham, comprenant, en référence au cadastre officiel du dit canton, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau, ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de l'axe du chemin entre les 7ième et 8ième concessions avec la ligne extérieure ouest du canton de Chatham; de là, passant successivement par les lignes suivantes: la dite ligne extérieure est du canton de Chatham coïncidant en partie avec la limite ouest de la ville de Lachute et continuant vers le sud jusqu'à la ligne séparative des 4ième et 5ième concessions divisant les lots 170, 172, 173, 178 et partie du lot 179 d'un côté des lots 570, 565, 569 et 573 de l'autre côté; la ligne séparant les lots 578, 580, 581 et 577 des lots 573, 574, 575 et 576 dans la 5ième concession; la ligne séparative des lots 653 et 654 dans la 6ième concession, prolongés jusqu'au côté nord du chemin entre les 6ième et 7ième conces-

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,
GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Deputy Attorney General.* { WHEREAS a petition has been presented to Us by the majority of owners of land situate in the municipality of the township of Chatham, requesting that the territory inhabited by them be detached from the municipality of the township Chatham and be erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of the Village of Ayersville", in the municipal county of Argenteuil;

WHEREAS all the provisions of the municipal Code to this effect have been fulfilled and there will remain to the municipality of the township Chatham, after such erection, a population of at least three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order bearing No. 1325, dated the 29th day of November, 1951, and pursuant to the provisions of Article 35 of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township of Chatham, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, and also all the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, watercourses, or parts of same, enclosed within the following limits, to wit: Starting from the point of intersection of the axis of the road between the 7th and 8th concession with the west outline of the township of Chatham; thence, passing by the following lines successively: the said east outline of the township coinciding partly with the west limit of the town of Lachute and continuing southward to the division line of the 4th and 5th concessions dividing lots 170, 172, 173, 178 and part of lot 179 on one side from lots 570, 565, 569 and 573 on the other side; the division line of lots 653 and 654 in the 6th concession, extended as far as the north side of the road between the 6th and 7th concession, the said north side of said road to the division line of lots 732 and 734; the said division line of

sion, le dit côté nord du dit chemin jusqu'à la ligne séparative des lots 732 et 734; la dite ligne séparative des lots 732 et 734 et la ligne séparative des lots 733 et 735, dans la 7ième concession; la dernière ligne prolongée jusqu'à l'axe du chemin entre les 7ième et 8ième concessions; enfin, le dit axe du dit chemin entre les 7ième et 8ième concessions en le suivant vers l'est jusqu'au point de départ; lequel territoire sera détaché de la municipalité du canton Chatham et sera érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Ayersville", dans le comté municipal d'Argenteuil, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
31668-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS, { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de la partie est du canton de Stukely-Nord, soit détaché et annexé à la municipalité du village de Lawrenceville, dans le comté municipal de Shefford;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité de la partie est du canton de Stukely-Nord, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1326, en date du 29 novembre 1951, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

lots 732 and 734 and the division line of lots 733 and 735, in the 7th concession, the last line extended as far as the axis of the road between the 7th and 8th concessions; finally the said axis of the said road between the 7th and 8th concessions following it eastward to the starting point; the said territory to be detached from the municipality of the township Chatham and to be erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of the Village of Ayersville", in the municipal county of Argenteuil, such erection to become effective as from the 1st of January following the publication of the said proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

31668 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETINGS.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory of the municipality of the East part of the township of North Stukely be detached and annexed to the municipality of the village of Lawrenceville, in the municipal county of Shefford;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled, and there will remain, after such annexation, to the municipality of the East part of the township of North Stukely, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order bearing No. 1326, dated the 29th day of November, 1951, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

Le lot 959 du cadastre officiel du canton de Stukely, situé dans le rang X du dit canton et adjacent par l'ouest à la municipalité du village de Lawrenceville, limité au nord par le côté sud du chemin de front entre les rangs X et XI; au sud par la ligne séparative des rangs IX et X; à l'est par la ligne séparative des lots 959 et 960; à l'ouest par la ligne séparative des lots 958 et 959, lequel territoire sera détaché de la municipalité de la partie est du canton de Stukely-Nord, et sera annexé à la municipalité du village de Lawrenceville, dans le comté municipal de Shefford, telle annexion devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31662-o

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]
GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS, { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de Saint-Jacques-de-Dupuy, soit détaché et annexé à la municipalité du canton de Clermont, dans le comté municipal d'Abitibi;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité de Saint-Jacques-de-Dupuy, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1326, en date du 29 novembre 1951, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire, situé dans le canton de Desmeulles, comprenant en référence au cadastre officiel

Lot 959 of the official cadastre for the township of Stukely, situate in range X of the said township and adjacent on the west to the municipality of the village of Lawrenceville, bounded on the north by the south side of the front road between ranges X and XI; on the south by the division line of ranges IX and X; on the east by the division line of lots 959 and 960, on the west by the division line of lots 958 and 959, the said territory to be detached from the municipality of the East part of the township of North Stukely, and to be annexed to the municipality of the village of Lawrenceville, in the municipal county of Shefford, such annexation to become effective as from the first of January following the publication of the present publication in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be here unto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of November in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifth-century year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31662

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]
GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory of the municipality of Saint-Jacques-de-Dupuy, be detached and annexed to the municipality of the township of Clermont, in the municipal county of Abitibi;

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled and there will remain, after such annexation, to the municipality of Saint-Jacques-de-Dupuy, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order bearing No. 1326, dated the 29th day of November, 1951, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory, situate in the township Desmeulles, comprising, with reference to the official

ciel du dit canton, tous les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Desmeloizes et de Clermont, avec la ligne séparative des rangs I et II du canton de Desmeloizes; de là, passant successivement par les lignes suivantes: dans le canton de Desmeloizes, la dite ligne séparative des rangs I et II jusqu'à la ligne séparative des lots 53 et 54 du rang II; cette dernière ligne et la ligne séparative des lots 53 et 54 du rang III; la ligne séparative des rangs III et IV jusqu'à la ligne séparative des lots 45 et 46 du rang IV; la dite ligne séparative des lots 45 et 46 du rang IV et la ligne séparative des lots 45 et 46 du rang V; la ligne séparative des rangs V et VI en allant vers l'est et enfin la ligne séparative des cantons de Desmeloizes et de Clermont, en allant vers le sud, jusqu'au point de départ; lequel territoire sera détaché de la municipalité de Saint-Jacques-de-Dupuy et sera annexé à la municipalité du canton de Clermont, dans le comté municipal d'Abitibi, telle annexion devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31668-o

cadastre for the said township, all the lots and their present and future subdivisions, and the roads, rivers, lakes, watercourses or parts of same, enclosed within the following limits, to wit: Starting from the point of intersection of the division line of the townships Desmeloizes and Clermont, with the division line of ranges I and II of the township Desmeloizes; thence, passing by the following lines successively: in the township Desmeloizes, the said division line of ranges I and II to the division line of lots 53 and 54 of range II; this last line and the division line of lots 53 and 54 of range III; the division line of ranges III and IV as far as the division line of lots 45 and 46 of range IV; the said division line of lots 45 and 46 of range IV and the division line of lots 45 and 46 of range V; the division line of ranges V and VI running eastward and finally the division line of the townships Desmeloizes and Clermont, running southward, to the starting point; the said territory to be detached from the municipality of Saint-Jacques-de-Dupuy and to be annexed to the municipality of the township of Clermont, in the municipal county of Abitibi, such annexation to become effective as from the first of January following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twentieth day of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

31668

Sièges sociaux

ROXBURY CHEMICAL COMPANY (CANADA) LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Roxbury Chemical Company (Canada) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 septembre 1950, a établi son siège social et principal bureau d'affaires, en la cité de Granby, province de Québec.

Daté à Granby, ce 21 novembre 1951.

Le Président,
HUGH J. BONINO.

31639

THOMAS DUHAMEL, LIMITÉE
THOMAS DUHAMEL LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Thomas Duhamel Limitée - Thomas Duhamel Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 septembre 1943, et ayant son bureau principal ou domicile légal en la cité de Québec,

Head Offices

ROXBURY CHEMICAL COMPANY (CANADA) LIMITED

Notice is hereby given that "Roxbury Chemical Company (Canada) Limited", Incorporated by letters Patent on the 30th day of September 1950, has its head office and principal place of business, in the city of Granby: in the Province of Quebec.

Dated at Granby this 21st day of November, 1951.

HUGH J. BONINO.
President.

31639-o

THOMAS DUHAMEL LIMITÉE
THOMAS DUHAMEL LIMITED

Notice is hereby given that the company "Thomas Duhamel Limitée - Thomas Duhamel Limited", incorporated by letters patent on the 23rd of September, 1943, and having its head office or legal domicile in the city of Quebec, has establish-

l'a établi au numéro civique 720, Boulevard des Capucins.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal ou domicile légal.

Donné à Québec, ce 26ième jour de novembre 1951.

31643-o Par (Signé) TH. DUHAMEL.

CHIBOUGAMAU EXPLORERS LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné que la compagnie "Chibougamau Explorers Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec en date du 27 septembre 1950, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son siège social à 427 ouest, rue St-Jacques.

A compter du 1er novembre 1951 ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 10 décembre 1951.

31648 Le Président,
J. E. AYRHART.

DOMINION ASSOCIATED BRANDS INC.

Règlement N° XXI

Changeant la situation du siège social.

Attendu qu'il est opportun de changer la situation du siège social de la compagnie.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme un règlement de la compagnie "Dominion Associated Brands Inc.," que la situation du siège social est par les présentes changée de Roxton Pond dans le comté de Shefford, province de Québec, à la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Decrété ce 20 novembre de l'année 1951.

Témoin: Le sceau corporatif de la compagnie.
[Sceau]

Le Président,
PHILIP SCHIFF.

Le Secrétaire-trésorier,
GERALD ZAVALKOFF.

31659

RICA BISCUITS LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie "Rica Biscuits Limitée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 août 1951, et ayant le principal siège de ses affaires à Pont-Viau, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 385 de la rue St-Hubert, à Pont-Viau.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Pont-Viau, ce 4 décembre 1951.

31660-o Le Secrétaire,
J. LEMAY.

TELEPHONE CHIBOUGAMAU, LIMITÉE
CHIBOUGAMAU TELEPHONE, LIMITED

ed its head office at civic No. 720, Boulevard des Capucins.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office or legal domicile.

Given at Quebec, this 26th day of November, 1951.

31643 by (Signed) TH. DUHAMEL.

CHIBOUGAMAU EXPLORERS LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Chibougamau Explorers Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent under the Quebec Mining Companies Act, dated the 27th day of September, 1950 and having its head office in the City of Montreal has established its head office at 427 St. James Street West.

From and after the 1st day of November, 1951, the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of December, 1951.

31648-o J. E. AYRHART,
President.

DOMINION ASSOCIATED BRANDS INC.

By-Law No. XXI

Changing the Location of the Head Office.

Whereas it is deemed expedient to change the location of the head office of the company.

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Dominion Associated Brands Inc.," that the location of the head office is hereby changed from Roxton Pond in Shefford County in the Province of Quebec, to the city of Montreal in the district of Montreal, Province of Quebec.

Enacted this 20th day of November in the year 1951.

Witness the corporate seal of the company.
[Seal]

PHILIP SCHIFF,
President.

GERALD ZAVALKOFF,
Secretary-Treasurer..

31659-o

RICA BISCUITS LIMITÉE

Notice is hereby given that "Rica Biscuits Limited" company incorporated by letters patent on the 13th of August, 1951, and having its chief place of business in Pont-Viau, district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 385 St-Hubert St., in Pont-Viau.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head-office of the company.

Pont-Viau, December 4, 1951.

31660-o J. LEMAY,
Secretary.

TELEPHONE CHIBOUGAMAU, LIMITÉE
CHIBOUGAMAU TELEPHONE, LIMITED

Notice is hereby given that the company "Téléphone Chibougamau, Limitée - Chibougamau Telephone, Limited", incorporated by letters patent on March 7th, 1934, whose head office was transferred from the city of Quebec to the city of Chicoutimi, has moved its office from

Avis est par les présentes donné que "Téléphone Chibougamau, Limitée - Chibougamau Telephone, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 mars 1934, dont le siège social a été transféré de la cité de Québec en la cité de Chicoutimi, a transporté son bureau

du N° 7, Avenue Lafontaine, à Chicoutimi, au N° 1042, rue Notre-Dame, à Chicoutimi.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Chicoutimi, ce cinquième jour de décembre 1951.

31661-o

Le Secrétaire,
RAY. BELLEAU.

No. 7 Lafontaine Avenue, in Chicoutimi, to 1042 Notre-Dame Street, in Chicoutimi.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Chicoutimi, this fifth day of December, 1951.

31661

RAY. BELLEAU,
Secretary.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

LABELLE

Fieri Facias de Terris

Province de Québec — District de Labelle
Cour Supérieure, N° 3381 { DAME ROSE ANNA MARTIN, de Danby,

{ district d'Arthabaska, veuve de feu Joseph Laliberté, de son vivant cultivateur du même lieu, demanderesse, WILFRID LALIBERTÉ, cultivateur, de l'Annonciation, district de Labelle, défendeur.

Un certain lopin de terre désigné comme étant les lots 49 rang 1 et les lots 50 et 51 rang 2 du Canton Marchand, le tout avec les bâtisses dessus érigées, comprenant environ 200 acres.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale à DEUX heures de l'après-midi, le QUINZE JANVIER 1952.

Bureau du Shérif, ALFRED BOURDON.
Mont-Laurier, le 5 décembre 1951.
31651-50-2-o

Le Shérif.

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

District de Montmagny, Montmagny, à savoir:
Cour Supérieure, N° 6,264 { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incor-

poré, ayant son siège social à Québec. Requé- rant; vs JOSEPH URBAIN LABRECQUE, autrefois de St-Thomas de Montmagny, P.Q., rési- dant maintenant à 483, rue St-Georges, St-Jérôme, comté de Terrebonne, P.Q., Intimé, saisis comme appartenant audit intimé les immeubles ci-après désignés, savoir:

Une terre située en la deuxième concession, au sud de la Rivière du Bras St-Nicholas, de la contenance de trente-trois arpents en superficie, connue et désignée comme étant le numéro six cent quatre-vingt-cinq (685) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny.

Une autre terre de la contenance de quatre-vingt-deux arpents et cinquante perches en superficie, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances: et connue et désignée comme étant le numéro six cent quatre-vingt-sept (687) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, bornée au nord au trait-carré, au nord-est au terrain de Thomas Chabot, au sud au trait-carré et au sud-ouest au terrain de Wilfrid Morin.

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

LABELLE

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec — District of Labelle
Superior Court, No. 3381 { DAME ROSE ANNA MARTIN, of Danby, district of

{ Arthabaska, widow of the late Joseph Laliberté, in his lifetime farmer of the same place, Plaintiff, WILFRID LALIBERTÉ, farmer of l'Annonciation, district of Labelle, defendant.

A certain parcel of land designated as lots 49, range 1, and lots 50 and 51, range 2, of the township of Marchand, the whole with buildings thereupon erected, containing about 200 acres.

To be sold at the door of the parish at TWO o'clock in the afternoon, the FIFTEENTH day of JANUARY, 1952.

Sheriff's Office, ALFRED BOURDON,
Mont-Laurier, December 5, 1951.
31651-50-2

Sheriff.

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

District of Montmagny—Montmagny, to wit:
Superior Court, No. 6,264 { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a bo-

dy politic and corporate having its head office at Quebec, petitioner; vs JOSEPH URBAIN LABRECQUE, heretofore of St-Thomas de Montmagny, P.Q., now residing at 483 St. Georges street, St. Jérôme, county Terrebonne, P.Q., respondent, seized as belonging to the said respondent, the immovables hereinafter described to wit:

A farm situate in the second concession south of the River du Bras St-Nicholas, containing thirty-three arpents in superficial area, known and designated as number six hundred and eighty-five (685) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint-Thomas de Montmagny.

Another farm containing eighty-two arpents and fifty perches in superficial area — with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies: and known and designated as lot number six hundred and eighty-seven (687) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint-Thomas de Montmagny, bounded on the north by the "trait-carré", on the northeast by the land of Thomas Chabot, on the south by the "trait-carré" and on the southwest by the land of Wilfrid Morin.

Sauf à distraire des dits lots le terrain décrit et désigné par l'acte de vente et cession par Urbain Labrecque à la Cie d'approvisionnement d'eau, devant le notaire W. Pion, le deux du mois de mai mil neuf cent seize et enregistré le neuf du mois de mai, mil neuf cent seize, sous le numéro 27,307, et acte établissant une servitude pour poser et maintenir une course d'eau sur les dits lots, et le terrain vendu par ledit acte est décrit comme suit: "Le terrain qui sera nécessaire pour faire un barrage sur la Rivière-à-la-Blague, suivant le plan de M. A. A. Beauchemin."

Une terre mesurant environ cinq perches de largeur sur sept arpents de profondeur, bornée au nord au terrain de Magloire Chabot, au nord-est au terrain de Thomas Chabot, au sud aux numéros six cent quatre-vingt-cinq et six cent quatre-vingt-sept (685-687) du susdit cadastre, et au terrain de Wilfrid Morin, au sud-ouest au terrain de Wilfrid Morin et faisant partie des lots numéros six cent quatre-vingt-trois et six cent quatre-vingt-six (683-686) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny,

Sauf à distraire du dit lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) susdit le terrain décrit dans l'acte de vente et cession par Dame Adélaïde Isabelle à la Cie d'approvisionnement d'eau, devant le notaire L. D. E. Rousseau, le treize du mois de novembre, mil neuf cent cinq, et enregistré le vingt-huit novembre, mil neuf cent cinq, sous le numéro 18,813, et acte établissant une servitude pour poser et maintenir à perpétuité une course d'eau, et le terrain vendu dans le dit acte est décrit comme suit: "Un terrain de forme rectangulaire comprenant sources et ayant trente-cinq pieds du nord au sud et quatre-vingt-dix pieds de l'est à l'ouest, à prendre à dix pieds de la terre d'Albert Collin, ou représentants, et faisant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-trois (Pt. 683) du susdit cadastre de Saint-Thomas de Montmagny.

Une terre à bois mesurant cinq perches et demie de front, formant partie du lot numéro dix-sept a (17A.) dans le deuxième rang du cadastre officiel du canton Ashburton, borné au nord et au sud aux traits-carrés, au nord-est au terrain de Wilfrid Morin, au sud-ouest à celui d'Adélaïde Collin; (Paroisse du N.-D. du Rosaire).

Le lot numéro sept cent trente-quatre (734) du cadastre de Saint-Thomas, de Montmagny, d'une superficie de quatorze arpents et quatre-vingt-quinze perches et dépendances.

Le lot numéro sept cent trente-un (731) du susdit cadastre mesurant seize arpents en superficie et dépendances.

Un terrain mesurant treize perches de front sur quinze arpents de profondeur, plus ou moins, borné au nord-est à Théophile Tondreau, sud-ouest aux représentants de Louis Gaudreau, nord et sud à la cime des premiers rochers qui s'y rencontrent et faisant partie du lot numéro sept cent trente-huit (Pt. 738) du susdit cadastre et dépendances.

Un terrain mesurant quatorze perches de front sur quatorze arpents de profondeur, le tout sans garantie de mesure précise, lequel terrain est borné à l'ouest à Théophile Tondreau, à l'est au lot 731, au sud et au nord à la cime d'un rocher

Save to be deducted from said lots, the land described and designated in the deed of sale and assignment by Urbain Labrecque to the Water supply company before notary W. Pion, on the second day of the month of May, one thousand nine hundred and sixteen, and registered, on the ninth day of the month of May, one thousand nine hundred and sixteen, under No. 27,307, a deed establishing a servitude to lay and maintain water supply on said lots; and the land sold by the said deed is described as follows: "The land required to build a dam on the "Rivière-à-la-Blague", according to the plan of Mr. A. A. Beauchemin".

A farm measuring about five perches in width by seven arpents in depth, bounded on the north by the land of Magloire Chabot, on the north-east by the land of Thomas Chabot, on the south by numbers six hundred and eighty-five and six hundred and eighty-seven (685-687) of said cadastre, and the land of Wilfrid Morin, on the southwest by the land of Wilfrid Morin, and forming part of lots numbers six hundred and eighty-three and six hundred and eighty-six (683-686) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint-Thomas de Montmagny.

Save to be deducted from said lot number six hundred and eighty-three (683) aforesaid the land described in the deed of sale and assignment by Dame Adélaïde Isabelle to the Water Supply Company, before notary L. D. E. Rousseau, on the thirteenth day of the month of November, one thousand nine hundred and five, and registered on the twenty-eight day of November, one thousand nine hundred and five, under number 18813, a deed establishing a servitude for the laying and maintaining in perpetuity a water supply, and the land sold in the said deed is described as follows: "A lot of land of rectangular figure comprising the springs and measuring thirty-five feet from north to south and ninety feet from east to west, to be taken at ten feet from the farm of Albert Collin, or representatives, and forming part of lot number six hundred and eighty-three (Pt. 683) of the aforesaid cadastre for Saint-Thomas de Montmagny.

A wooded lot of land measuring five and one half perches in front, forming part of lot number seventeen-a (17A.) in the second range of official cadastre for the township of Ashburton, bounded on the north and south by the "trait-carrés", on the northeast by the land of Wilfrid Morin, on the southwest by that of Adélaïde Collin; (Parish of N.D. du Rosaire).

Lot number seven hundred and thirty-four (734) of the cadastre for Saint-Thomas de Montmagny, having a superficial area of fourteen arpents and ninety-five perches - and dependencies.

Lot number seven hundred and thirty-one of the aforesaid cadastre containing sixteen arpents in superficial area - and dependencies.

A lot of land measuring thirteen perches in front, by fifteen arpents in depth, more or less, bounded on the northeast by Théophile Tondreau, on the southwest by the representatives of Louis Gaudreau, on the north and south by the summit of the first crag there encountered, and forming part of lot number seven hundred and thirty-eight (Pt. 738), of the aforesaid cadastre - and dependencies.

A lot of land measuring fourteen perches in front, by fourteen arpents in depth, the whole without warranty as to exact measurement, the said land being bounded on the west by Théophile Tondreau, on the east by lot 731, on the

qui s'y rencontre et est connu et désigné comme faisant partie du lot sept cent vingt-trois (Ptie 723) du cadastre de St-Thomas de Montmagny, sans bâtisse.

Une terre à bois connue sous le numéro mille vingt et un (1021) du cadastre de St-Thomas de Montmagny, quatrième concession, ayant un demi arpent de front sur la profondeur de la concession, le tout plus ou moins, le plus ou moins étant au bénéfice de l'acquéreur.

Une terre à bois formant partie du lot huit cent cinq (Ptie 805) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Cap St-Ignace, borné au nord au terrain de Nazaire Proulx, au nord-est à celui d'Amédée Marois, et celui de Léon Mathieu, au sud à la quatrième concession et à l'ouest au terrain d'Arsène Gaudreau, sans garantie de mesure précise.

Un certain terrain en ladite paroisse de Cap St-Ignace, en la troisième concession de ladite paroisse, contenant un demi arpent de front sur environ vingt-cinq arpents de profondeur, borné à l'est au terrain de Joseph Coulombe, à l'ouest au dit acquéreur, au nord à celui d'Alyre Deladurantaye, et au sud à la quatrième concession, formant partie du lot huit cent cinq (Ptie 805) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Cap St-Ignace.

Une terre à bois située en la paroisse de Notre-Dame du Rosaire et bornée au nord-est au terrain de Price Brothers Co., Limitée, ou représentants et à l'ouest à celui de l'acquéreur sur la profondeur de la concession et connue et désignée comme partie du lot dix-sept a (Ptie 17A) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le deuxième rang (2) du Canton Ashburton. (Paroisse de N.-D. du Rosaire).

Tous les droits de l'emprunteur sur le lot numéro dix-sept a (Ptie 17A) dans le deuxième rang aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Ashburton, et borné au nord et au sud par les frontaux des rangs, à l'est par le terrain de l'acquéreur, et à l'ouest à celui de Rosaire Chabot, tel que le tout se trouve actuellement, le dit terrain vendu contenant environ onze perches de largeur. (Paroisse de N.-D. du Rosaire).

En vertu d'un jugement accordé par la Cour Supérieure, Montmagny, en date du trentième (30ème) jour de novembre, 1951, ces immeubles seront vendus en bloc.

Pour être vendus au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Montmagny, P.Q., le MERCREDI, SEIZIÈME jour (16ème) de JANVIER 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. AD. BERNIER.
Montmagny, le 3 décembre 1951. 31652-50-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, District de Montréal
Montréal, à savoir: { CLAUDE PERRAS, de-
N° 291123 { mandeur, ès-qualité, vs
{ DAME GERMAINE ROY
épouse séparée de biens de Julien Roy, défenderesse.

Un emplacement situé à Plage Laval, comté de Laval, connus comme étant les lots numéros-trois cent soixante-trois, trois cent soixante-qua-

south and north by the summit of a crag there encountered, and known and designated as forming part of lot seven and twenty-three (Pt.723) on the cadastre for Saint-Thomas de Montmagny - without buildings.

A wooded lot of land known as number one thousand and twenty-one (1021) of the cadastre for Saint-Thomas de Montmagny, fourth concession, measuring one half arpent in front, by the depth of the concession, the whole more or less, the more or less being to the benefit of the purchaser.

A wooded lot of land forming part of lot eight hundred and five (Pt.805) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Cap St-Ignace, bounded on the north by the land of Nazaire Proulx, on the northeast by that of Amédée Marois, and that of Léon Mathieu, on the south by the fourth concession and on the west by the land of Arsène Gaudreau, without warranty as to exact measurement.

A certain lot of land in the said parish of Cap St-Ignace, in the third concession of the said parish, measuring one half arpent in front by about twenty-five arpents in depth, bounded on the east by the land of Joseph Coulombe, on the west by the said purchaser, on the north by that of Alyre Deladurantaye, and on the south by the fourth concession, and forming part of lot eight hundred and five (Pt.805) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Cap St-Ignace.

A wooded lot of land situate in the parish of Notre-Dame du Rosaire and bounded on the northeast by the land of Price Brothers Co., Limited, or representatives and on the west by that of the purchaser, by the depth of the concession, and known and designated as part of lot seventeen-a (Pt.17A) on the official cadastral plan and in the book of reference for the second range (2) of the Township Ashburton (Parish of N.D. du Rosaire).

All the rights of the borrower on lot number seventeen-a (Pt.17A) in the second range on the official cadastral plan and book of reference for the Township Ashburton, and bounded on the north and south by the "frontaux" of the ranges, on the east by the land of the purchaser, and on the west by that of Rosaire Chabot, as the whole presently subsists, the said land sold containing about eleven perches in width. (Parish of N.D. du Rosaire.)

In virtue of a judgment rendered by the Superior Court, Montmagny, bearing date the thirtieth (30th) day of November, 1951, the said immovables will be sold "en bloc".

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, at Montmagny, P.Q., on WEDNESDAY, the SIXTEENTH (16th) day of JANUARY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

J. AD. BERNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, P.Q., December 3, 1951. 31652-50-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { CLAUDE PERRAS, plain-
No. 291123 { tiff ès-qualité; vs DAME
{ GERMAINE ROY, wife se-
parate-as to property of Julien Roy, defendant.

An emplacement situate at Plage Laval, county of Laval, known as lots numbers three hundred and sixty-three, three hundred and sixty-four and three hundred and sixty-five of the subdivision of

tre et trois cent soixante-cinq de la subdivision du lot cent quatre vingt-cinq (185-363-364-365) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose. Avec bâtisses dessus érigées, portant le numéro 112, 12ème Avenue à Plage Laval.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Théophile de Laval, (Plage Laval) le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$500 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge E. Marier, daté le 1er juin 1951.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.

Bureau du Shérif,
Montréal, 21 novembre 1951. 31538-47-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias
Cour de l'Échiquier du Canada
Ottawa — Province d'Ontario

N° 35313 { LE ROI, dans l'affaire de l'impôt sur le revenu et des amendements, demandeur; vs LÉONARD GAGNON, de Saint-Eugène de Ladrière, comté de Rimouski, défendeur.

Les lots P.626, 627, P.628, au cadastre de Saint-Eugène de Ladrière, contenant en tout 300 acres plus ou moins, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Eugène de Ladrière, le QUINZE JANVIER 1952, à DEUX heures de l'après-midi, heure solaire.

Le Shérif,
CHARLES GARON. 31663-50-2-o

Fieri Facias

Ottawa — Province d'Ontario
Cour d'Échiquier du Canada

N° 29806. { LE ROI dans l'affaire de l'Impôt sur le Revenu et des amendements, vs DR. FLORIAN DROUIN, M.D., de Lac-au-Saumon, comté de Matapédia, P.Q., défendeur.

Partie du lot N° 31, rang 1, du canton Amqui, étant un terrain d'environ 88 pieds sur 55 pieds plus ou moins, tel que clôturé, au cadastre officiel de Lac-au-Saumon, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Aucune offre moindre de \$7,000.00 sera acceptée.

Pour être vendu à la porte de l'église de Lac-au-Saumon de Matapédia, le SEIZE JANVIER, 1952, à ONZE heures A.M., heure avancée.

Le Shérif,
CHARLES GARON. 31650-50-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour supérieure { THE NORTHERN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, demanderesse, vs PETER BARTMAN, de Rouyn, P.Q., défendeur.

"Les immeubles suivants

Le lot portant le numéro 126 du Bloc 159 aux plan et livre de renvoi officiel du Canton de Rouyn avec toutes les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances."

lot one hundred and eighty-five (185-363-364-365) of the official plan and book of reference for the parish of Ste-Rose — with buildings thereon erected, bearing number 112, 12th Avenue, Plage Laval.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Théophile de Laval (Plage Laval) on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$500 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice E. Marier, dated June 1st, 1951.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 21st, 1951. 31538-47-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias
Exchequer Court of Canada
Ottawa — Province of Ontario

No. 35313 { THE KING, in the matter of the Income Tax Act and amendments, plaintiff; vs LÉONARD GAGNON, of Saint-Eugène de Ladrière, county of Rimouski, defendant.

Lots Pt.626, 627, Pt.628, of the cadastre for Saint-Eugène de Ladrière, containing in all 300 acres, more or less — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of Saint-Eugène de Ladrière, on the FIFTEENTH day of JANUARY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon, Standard Time.

CHARLES GARON,
Sheriff. 31663-50-2

Fieri Facias

Ottawa — Province of Ontario
Exchequer Court of Canada

No. 29806. { THE KING (in the matter of the Income Tax Act and amendments); vs DR FLORIAN DROUIN, M.D., of Lac-au-Saumon, county of Matapédia, P.Q., defendant.

Part of lot No. 31, range 1, of the township Amqui, being a lot of land of about 88 feet by 55 feet more or less, as fenced in, of the official cadastre for Lac-au-Saumon — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

No offer less than \$7,000.00 will be accepted.

To be sold at the church door of Lac-au-Saumon of Matapédia, on the SIXTEENTH of JANUARY, 1952, at ELEVEN o'clock A.M., daylight saving time.

CHARLES GARON,
Sheriff. 31650-50-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { THE NORTHERN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, plaintiff, vs PETER BARTMAN, of Rouyn, P.Q. defendant.

"The following immovables:

Lot bearing number 126 of Block 159 on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Rouyn with all the buildings there on erected, circumstance and appurtenances".

Pour être vendu à la porte de l'église de l'Immaculée Conception de Rouyn, P.Q., JEUDI le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 21 novembre 1951. 31539-47-2-o
[1ère insertion le 24 novembre 1951]

To be sold at the church door of l'Immaculée Conception of Rouyn, P.Q., THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, November 21st, 1951. 31539-47-2-o
[First insertion November 24th, 1951]

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1396

Québec, le 13 décembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie du camionnage dans l'Île de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 913 du 16 juin 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 514-E du 12 mai 1949, 368-B du 6 avril 1950, 93-A et 1282-A des 25 janvier et 15 novembre 1951, relatif à l'industrie du camionnage dans l'Île de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 novembre 1951;

ATTENDU qu'une objection a été formulée et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 913, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après, à compter de la date de la publication du présent décret d'amendement dans la *Gazette officielle de Québec*:

	A l'emba-	Après
	chage	2 mois
Aide-junior.....	\$0.45	\$0.50
Est considéré comme "aide-junior" une personne de pas plus de 18 ans qui surveille mais ne transporte pas de marchandises pesant plus de 60 livres.		

	A l'emba-	Après	Après
	chage	2 mois	6 mois
Aide général.....	\$0.73	\$0.76	\$0.78
Manuteneur de fret...	0.87	0.90	0.92
Homme d'entrepôt.....	0.87	0.90	0.92
Vérificateur.....	0.87	0.90	0.92
Chauffeur.....	0.88	0.91	0.93
Chauffeur semi-remorque	0.93	0.96	0.98

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
31674-o Greffier du Conseil Exécutif.

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1396

Quebec, December 13, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the trucking industry in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 913 of June 16, 1948, as amended by Orders in Council 514-E of May 12, 1949, 368-B of April 6, 1950, 93-A and 1282-A of January 25, and November 15, 1951, relating to the trucking industry in the Island of Montreal;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 3, 1951;

WHEREAS one objection has been made and it has been considered as required by the act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 913, be amended as follows:

Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"a) The following minimum wage rates shall be paid to the employees hereafter mentioned, from the date of publication of the present amending decree in the *Quebec Official Gazette*.

	Start	After
	at	2 months
Junior Helper.....	\$0.45	\$0.50
A junior helper shall be a person of not more than eighteen (18) years of age not handling commodities over sixty pounds.		

	Start	After	After
	at	2 months	6 months
Helper (General).....	\$0.73	\$0.76	\$0.78
Dockman.....	0.87	0.90	0.92
Warehouseman.....	0.87	0.90	0.92
Checker.....	0.87	0.90	0.92
Chauffeur.....	0.88	0.91	0.93
Chauffeur-Semi-Trailer..	0.93	0.96	0.98

(Document "C" annexed to the order)

A. MORISSET,
31674-o Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 50

Index of the Quebec Official Gazette, No. 50

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bouchard vs Tremblay	3369
Erdely vs Kernusz	3369
Gagnon vs Longpré	3369
Marcotte vs Dancosse	3369

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bouchard vs Tremblay	3369
Erdely vs Kernusz	3369
Gagnon vs Longpré	3369
Marcotte vs Dancosse	3369

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1377, section "A" — Employés de gara- ge dans les cités de Québec, Lévis <i>et al.</i>	3370
1377, section "B" — Métiers de plom- bier et poseur d'appareils de chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau <i>et al.</i>	3370
1377, section "C" — Industrie de la bo- te de carton dans la région de Québec.	3371
1377, section "D" — Industrie et mé- tiers de la construction dans la région de Montréal.	3372
1396, section "C" — Industrie du ca- mionnage dans l'Île de Montréal....	3408

ORDERS IN COUNCIL:

1377, part "A" — Garage employees in the cities of Quebec, Levis <i>et al.</i>	3370
1377, part "B" — Plumbing and steam- fitting trades in the counties of Hull, Gatineau, <i>et al.</i>	3370
1377, part "C" — Paper box industry in the district of Quebec	3371
1377, part "D" — Construction indus- try and trades in the district of Mont- real	3372
1396, part "C" — Trucking industry in the Island of Montreal	3408

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3353	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	3353
------	-------------------------------	------

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, La- val (portion sise sur l'Île Jésus) et Terrebonne (Formation)	3372
Association des Maîtres Barbiers, Coif- feurs et Coiffeuses des Comtés d'Ar- genteuil, Deux-Montagnes, Laval (portion sise sur l'Île Jésus) et Terre- bonne (Formation)	3373
Ausable Mines Limited (Directeurs) ..	3374
Bills sanctionnés	3375
Conseil Supérieur de la Coopération (Règlement)	3377
Gingras, Bernard (Membre)	3376
Goldner, Moe (Membre)	3374
La Caisse Populaire de St-Jean Baptiste (Drummond) (Fondation)	3373
La Chambre de Commerce Junior de St-Ferdinand (Changement de nom) ..	3377
La Commission Industrielle de Saint- Jérôme — The Industrial Commis- sion of St. Jérôme (Règlements)	3376
Le Syndicat de l'Industrie de la Boulan- gerie Incorporé, Québec (Change- ment de nom)	3377
Liste des présidents d'élection	3376
Marché d'Orléans, Inc. (Directeurs) ..	3376
Marois Shoe Manufacturing Corpo- ration (Directeurs)	3373
Paul Guilbault Inc. (Directeurs)	3378
Rioux & Pettigrew, Limitée (Directeurs)	3374
Syndicat Coopératif de St-René Goupil de Marsboro (Fondation)	3373
Syndicat des Employés de Buanderies et Nettoyeurs pour le district de Montréal — The Laundry Workers and Cleaners' Syndicate for the Dis- trict of Montreal (Formation)	3374
Syndicat des Producteurs de Lait de Dupuy (Fondation)	3374
The Lac Marois District Association Inc. (Règlements)	3378
Trochu, Louis (Membre)	3374

Association des Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, La- val (portion sise sur l'Île Jésus) et Terrebonne (Formation)	3372
Association des Maîtres Barbiers, Coif- feurs et Coiffeuses des Comtés d'Ar- genteuil, Deux-Montagnes, Laval (portion sise sur l'Île Jésus) et Terre- bonne (Formation)	3373
Ausable Mines Limited (Directors) ..	3374
Bills sanctioned	3375
Conseil Supérieur de la Coopération (By-Law)	3377
Gingras, Bernard (Member)	3376
Goldner, Moe (Member)	3374
La Caisse Populaire de St-Jean Baptiste (Drummond) (Foundation)	3373
La Chambre de Commerce Junior de St-Ferdinand (Change of name) ..	3377
La Commission Industrielle de Saint- Jérôme — The Industrial Commis- sion of St. Jérôme (By-Laws)	3376
Le Syndicat de l'Industrie de la Boulan- gerie Incorporé, Québec (Change of name)	3377
List of returning-officers	3376
Marché d'Orléans, Inc. (Directors) ..	3376
Marois Shoe Manufacturing Corpo- ration (Directors)	3373
Paul Guilbault Inc. (Directors)	3378
Rioux & Pettigrew, Limitée (Directors)	3374
Syndicat Coopératif de St-René Goupil de Marsboro (Foundation)	3373
Syndicat des Employés de Buanderies et Nettoyeurs pour le district de Montréal — The Laundry Workers and Cleaners' Syndicate for the Dis- trict of Montreal (Formation)	3374
Syndicat des Producteurs de Lait de Dupuy (Foundation)	3374
The Lac Marois District Association Inc. (By-Laws)	3378
Trochu, Louis (Member)	3374

CHARTES — ABANDON DE:

Canada Baskets Limitée — Canada Baskets Limited	3378
Darwood Mining Company	3378
Eastern Engraving Company Limited	3378

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Continental Oil Company of Canada Limited	3379
---	------

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Biron, Succession Edouard	3379
Cappiello, Leo	3381
Centre Médical Claude Bernard Medical Centre	3380
Chicoutimi, cité de	3379
Dolbeau, ville de	3381
Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus	3381
Mayer, André	3379
Salaberry-de-Valleyfield, cité de	3380
St-Jérôme, cité de	3381
Thibert, Jean-Noel-A.	3381

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Philippe, paroisse de	3382
--------------------------------	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Hauterive	3383
Kiamika	3382
St-Apollinaire	3383
St-Wilfrid-de-Barnston	3382

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Ascot, canton de	3383
Potton, canton de	3384
Ste-Rose, village de	3383

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec (Modification)	3391
Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby (Prélèvement)	3386
Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du comté de Roberval (Approbation de règlements)	3385
Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du comté de Roberval (Prélèvement)	3384
Industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec (Modification)	3394
Institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de St-Hyacinthe (Modification)	3387

GREFFE DE NOTAIRE:

Tremblay, Chs-Ed., en faveur de	3397
---------------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Allan Singer Limited	3354
Barraute Lumber Co. Ltd.	3355

CHARTERS — SURRENDER OF:

Canada Baskets Limitée — Canada Baskets Limited	3378
Darwood Mining Company	3378
Eastern Engraving Company Limited	3378

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Continental Oil Company of Canada Limited	3379
---	------

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Biron, Estate of Edouard	3379
Cappiello, Leo	3381
Centre Médical Claude Bernard Medical Centre	3380
Chicoutimi, city of	3379
Dolbeau, town of	3381
Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus	3381
Mayer, André	3379
Salaberry-de-Valleyfield, city of	3380
St-Jérôme, city of	3381
Thibert, Jean-Noel-A.	3381

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Philippe, parish of	3382
------------------------------	------

EDUCATION:
School Municipality of:

Hauterive	3383
Kiamika	3382
St-Apollinaire	3383
St-Wilfrid-de-Barnston	3382

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Ascot, township of	3383
Potton, township of	3384
Ste-Rose, village of	3383

LABOUR:

Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec (Amendment)	3391
Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby (Levy)	3386
Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval County (Approval of by-laws)	3385
Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval County (Levy) ..	3384
Men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec (Amendment)	3394
Religious institutions, hospitals and educational establishments of St. Hyacinthe and vicinity (Amendment) ..	3387

NOTARIAL RECORD:

Tremblay, Chs-Ed., in favour of	3397
---------------------------------------	------

LETTERS PATENT:

Allan Singer Limited	3354
Barraute Lumber Co. Ltd.	3355

Berger de Paris Ltée	3355	Berger de Paris Ltée	3355
Canada Door Installers Ltd.	3355	Canada Door Installers Ltd.	3355
Charlotte Limited	3356	Charlotte Limited	3356
Club de Hockey Lachine Rapides.	3356	Club de Hockey Lachine Rapides.	3356
Desroches & Frères Inc.	3356	Desroches & Frères Inc.	3356
Éditions J. Dupuis, Fils & Cie Inc.	3357	Éditions J. Dupuis, Fils & Cie Inc.	3357
Empire Electric Supply Company (Cor- rection)	3397	Empire Electric Supply Company (Cor- rection)	3397
Fourrures Belmont Inc.	3357	Fourrures Belmont Inc.	3357
Frank A. Patrick Limited.	3357	Frank A. Patrick Limited.	3357
Garage National de St-Georges Incor- porée.	3358	Garage National de St-Georges Incor- porée.	3358
Hôpital Voghel Inc.	3358	Hôpital Voghel Inc.	3358
J. A. Angel & Son Ltd.	3358	J. A. Angel & Son Ltd.	3358
Jack Mignault Limitée	3358	Jack Mignault Limitée	3358
Joliette Scrap Iron & Metal Ltd.	3359	Joliette Scrap Iron & Metal Ltd.	3359
Kamet Tool & Die Ltd.	3359	Kamet Tool & Die Ltd.	3359
Laboratoire Bilophen Laboratory Inc. .	3359	Laboratoire Bilophen Laboratory Inc. .	3359
La Filature de l'Isle-Verte, Limitée.	3360	La Filature de l'Isle-Verte, Limitée.	3360
La Fonderie Paquette Foundry Inc. .	3360	La Fonderie Paquette Foundry Inc. .	3360
Laquerre & Frère Ltée	3361	Laquerre & Frère Ltée	3361
Le Cercle des Femmes Journalistes In- corporé.	3361	Le Cercle des Femmes Journalistes In- corporé.	3361
Le Service Social de Nicolet.	3361	Le Service Social de Nicolet.	3361
L'Hôtel National Limitée.	3362	L'Hôtel National Limitée.	3362
Maple Holdings Ltd.	3362	Maple Holdings Ltd.	3362
Matane Construction Limited	3362	Matane Construction Limited	3362
Nérée Guérette & Fils Ltée	3363	Nérée Guérette & Fils Ltée	3363
Nicole Frères Inc.	3363	Nicole Frères Inc.	3363
Packers Equipment & Service Limited.	3363	Packers Equipment & Service Limited.	3363
Pel-Ba Inc.	3364	Pel-Ba Inc.	3364
Pharmacie Antonio Vermette Ltée	3364	Pharmacie Antonio Vermette Ltée	3364
Roslyn Holdings Ltd.	3364	Roslyn Holdings Ltd.	3364
St-Jean, cité de.	3397	St-Jean, cité de.	3397
Syndicat Industriel de St-Lin.	3365	Syndicat Industriel de St-Lin.	3365
Teinturerie Dorchester Inc.	3365	Teinturerie Dorchester Inc.	3365
Trans-America Petroleum Ltd.	3365	Trans-America Petroleum Ltd.	3365
Ulric Binette & Fils, Inc.	3366	Ulric Binette & Fils, Inc.	3366
Viandes de Choix, Limitée	3366	Viandes de Choix, Limitée	3366
West End Furniture Co.	3367	West End Furniture Co.	3367
Yvan Côté Limitée.	3367	Yvan Côté Limitée.	3367
Zena Trading Inc.	3367	Zena Trading Inc.	3367

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Ciment Québec Inc.	3368
Clubs — 4-H — Clubs, Inc.	3369
Gaspesia Sulphite Company Ltd.	3368
Gould Bros. Ltd.	3368
Zenith Enterprises Company Ltd.	3368

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Ciment Québec Inc.	3368
Clubs — 4-H — Clubs, Inc.	3369
Gaspesia Sulphite Company Ltd.	3368
Gould Bros. Ltd.	3368
Zenith Enterprises Company Ltd.	3368

LIQUIDATION, AVIS DE:

Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame-de-Granby.	3398
Syndicat Coopératif de Villemontel.	3398

WINDING UP NOTICES:

Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame-de-Granby.	3398
Syndicat Coopératif de Villemontel.	3398

PROCLAMATIONS:

Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire au canton Clermont.	3401
Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire au village de Lawrenceville.	3400
Concernant l'érection du village d'Ayers- ville.	3399

PROCLAMATIONS:

Concerning the annexation of a certain territory to the township of Clermont.	3401
Concerning the annexation of a certain territory to the village of Lawrence- ville.	3400
Concerning the erection of the village of Ayersville.	3399

SIÈGES SOCIAUX:

Chibougamau Explorers Limited.	3403
Dominion Associated Brands Inc.	3403
Rica Biscuits Limitée.	3403
Roxbury Chemical Company (Canada) Limited.	3402
Téléphone Chibougamau, Limitée — Chibougamau Telephone, Limited.	3403

HEAD OFFICES:

Chibougamau Explorers Limited.	3403
Dominion Associated Brands Inc.	3403
Rica Biscuits Limitée.	3403
Roxbury Chemical Company (Canada) (Limited.	3402
Téléphone Chibougamau Limitée — Chibougamau Telephone, Limited.	3403

Thomas Duhamel Limitée — Thomas Duhamel Limited.	3402	Thomas Duhamel Limitée — Thomas Duhamel Limited.	3402
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
LABELLE:		LABELLE:	
Martin vs Laliberté	3404	Martin vs Laliberté	3404
MONTMAGNY:		MONTMAGNY:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Labrecque.	3404	The Quebec Farm Credit Bureau vs Labrecque	3404
MONTREAL:		MONTREAL:	
Perras vs Roy.	3406	Perras vs Roy.	3406
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Le Roi vs Drouin.	3407	Le Roi vs Drouin.	3407
Le Roi vs Gagnon.	3407	Le Roi vs Gagnon.	3407
ROUYN-NORANDA:		ROUYN-NORANDA:	
The Northern Life Assurance Company of Canada vs Bartman.	3407	The Northern Life Assurance Company of Canada vs Bartman.	3407
31679-o		31679-o	